



L'ACTION FRANÇAISE

2000

« Tout ce qui est national est nôtre »

3 € | N° 2756 | 62^e année | Du 2 au 15 octobre 2008 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net

FAIRE PAYER LES GROS...

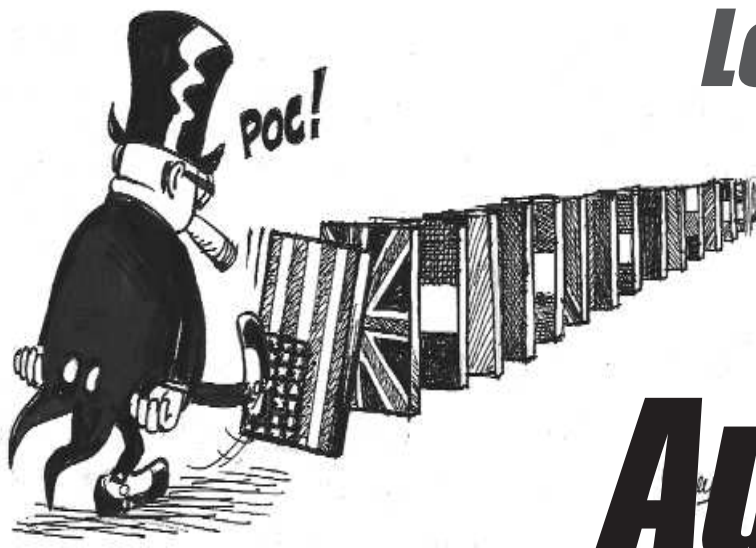
Dans certains *self-service* d'Amérique latine, on paye au poids du plateau lorsque l'on passe à la caisse. Une idée pour notre gouvernement : faire en France peser non plus les plateaux, mais les clients à leur entrée et à leur sortie du restaurant et à taxer ceux qui auraient pris entre temps plus d'un certain nombre de grammes...

Fiction ? Oui, mais n'est-on pas déjà sur le chemin avec la taxe envisagée (et semble-t-il, provisoirement abandonnée) sur les obèses ? Certes il faut déplorer que plus de 16 % des adultes et d'un enfant sur cinq soient en surcharge pondérale et que cela coûte dix milliards d'euros par an à l'assurance maladie. Mais comment croire qu'une surtaxe sur les produits trop gras, trop salés, ou trop sucrés améliorerait les habitudes culinaires des Français ? On a déjà le souvenir de campagnes pour faire manger des bananes (chacune valait un *beefsteak*...), ou renoncer au pain, aux féculents, puis y revenir... Taxer les sucreries et autres produits chocolatés aurait-il plus de succès ?

Un chose est sûre : le goût culinaire s'éduque. À laisser les enfants passer des demi-journées vautrés devant la télévision ou penchés sur un clavier Internet, tout en grignotant n'importe quoi de vite avalé et ingurgitant les publicités pour des nourritures stéréotypées, il ne faut pas s'étonner s'ils prennent l'habitude des *fast-food* du coin...

Sans redonner aux Français dès leur jeune âge le goût de la variété culinaire, une taxe (une de plus !) sur la "malbouffe" serait surtout un moyen détourné et "bien intentionné" de leur soutirer un peu plus d'argent.

M.F.



PAGE 3

Le mondialisme dans les poubelles bancaires

Aux nations de jouer !

■ AMBASSADEUR AU VATICAN...

Cet honneur se mérite !

Une nouvelle illustration du manque de jugeote du président...

Si étonnant que cela puisse paraître, au cours de ces derniers mois où le souverain pontife et le président de la République se sont réciproquement rendu visite, la France n'avait pas d'ambassadeur au Vatican. Le dernier représentant de notre pays, Bernard Kessedjian, est décédé le 19 décembre 2007, à la veille de la réception à Rome de M. Sarkozy comme chanoine de Saint-Jean de Latran. Le remplacer aurait pu être une affaire aisée, mais voilà : une nation chrétienne ne se fait pas représenter auprès du successeur de Pierre par le premier venu. Le quai d'Orsay semblait ne pas le savoir... D'abord a circulé le nom de l'écrivain Denis

Tillinac, grand ami de Jacques Chirac ; il a fallu le retirer du fait qu'il n'était pas diplomate de formation, chose impensable dans une ambassade où le protocole est toujours très exigeant. Mais surtout, son statut de divorcé ne pouvait correspondre au profil souhaité par le Vatican.

Convenances

On se demande à ce sujet si l'entourage de M. Sarkozy est conscient des réalités. Son manque total de simple jugeote, si ce n'est de respect des convenances, apparaît avec le choix du second personnage proposé - il faut le lire pour le croire... : un diplomate certes de carrière

mais qui ne cachait pas son homosexualité et son statut de pacé avec son compagnon !

Il s'est trouvé des observateurs pour s'étonner que le pape ait opposé son veto à une telle nomination. Comment donc a-t-on pu même imaginer qu'en dépit de ses compétences qui ne sont pas en cause, une vivante incarnation de ce qui contredit la morale chrétienne pouvait être reçue à Rome autrement que comme une provocation ? Certes, le Vatican accrédite des ambassadeurs comme tous les autres États souverains, mais si tout diplomate qualifié peut être choisi, un simple devoir de décence s'impose. Comme il est de règle, ni le Saint Siège ni le Quai d'Orsay



n'ont commenté ces tractations. Aux dernières nouvelles, les deux parties seraient tombées d'accord sur le nom de l'actuel ambassadeur de France à Moscou, Stanislas Lefebvre de Laboulaye, né à Beyrouth le 12 décembre 1946, qui fut un temps consul général à Jérusalem. Il est marié et père de quatre enfants et son profil personnel ne cause aucune réticence.

MICHEL FROMENTOUX

■ RELIGION



Pierre Magnard

Une magistrale leçon de Benoît XVI

PAGE 2

■ SOCIÉTÉ



Entre les murs

Quand l'École fait son cinéma

PAGE 5

■ PORTRAIT



Les souverains européens

Hans-Adam II de Liechtenstein

PAGE 11



Seule l'humilité sied au rayonnement de l'esprit, rien n'étant plus susceptible d'en éteindre l'éclat que la vanité. De cette vérité élémentaire et pourtant oubliée, notre pape Benoît a donné une démonstration magistrale lors de son allocution au monde de la culture, le 12 septembre dernier, au collège des Bernardins.

Devant un parterre de personnalités des lettres, des sciences et des arts, dont la relation aux œuvres de l'esprit est trop souvent prétexte à une inflation du moi tout à fait préjudiciable à l'écoute de la vérité, le Saint-Père devait faire preuve d'une simplicité désarmante à l'endroit de ceux qui n'auraient pas voulu entendre et d'une modestie capable de conduire par la main tout un chacun que la hauteur et la profondeur du propos pouvaient mettre en difficulté. Une heure suffit à l'homme de Dieu pour retourner un public réticent au départ, mais bientôt vaincu par la seule force de l'esprit.

À l'origine du sens

Les thèses avancées par le Saint-Père n'étaient pourtant pas faites pour complaire à un tel public majoritairement enclin à confondre tolérance avec relativisme, jusqu'à combattre l'idée même de vérité, et à pratiquer la laïcité comme une vigilance inquisitoriale à l'endroit de ce qui peut remettre en cause le dogme majeur de la sacro-sainte démocratie, celui des droits de l'homme dans l'oubli du droit de Dieu.

Ces aberrations pouvaient-elles, à l'heure de la renaissance du collège des Bernardins, nous faire oublier le rapport organique que culture entretient avec religion ? Que cette fondation ait été cistercienne n'est pas un hasard de l'histoire, le monachisme ayant été, tout au long du Moyen Age,

LE PAPE AUX BERNARDINS

Une magistrale leçon de Benoît XVI

Notre ami Pierre Magnard, professeur émérite à l'université de Paris-Sorbonne, spécialiste de la philosophie des XV^e et XVI^e siècles, était l'une des sept cents personnalités du monde de la culture invitées à entendre le pape Benoît XVI le vendredi 12 septembre (voir le dernier numéro de L'AF 2000). Il nous fait ici l'honneur de nous confier ses impressions.



Benoît XVI, champion de la "culture véritable"

le vecteur de la transmission des langages et des savoirs. Et pourquoi se fermer les yeux sur la finalité de ce cheminement continu, qui n'est rien moins que la recherche de Dieu ?

La culture fournit les signes - langages, coutumes, codes, lois -, la religion les croyances et les rites, qui relient les humains dans la reconnaissance d'une communauté d'origine et de destinée. La parole divine ouvre le chemin de la recherche et donne naissance à la communauté ; elle est, de ce double fait, l'origine du sens, de celui qui nous guide et de celui aussi que nous éprouvons dans le partage avec les autres. Quelle belle leçon d'humanisme chrétien que cet élargissement de la lectio divina à tout l'archivium gréco-latin !

On appelle *lectio divina* la mise en jeu des concordances et des harmoniques qui font, de tous les dires des patriarches, sages, prophètes et témoins, un ensemble concertant. Que les innombrables textes compilés, transcrits et commentés, transmis par l'école et le scriptorium

monastique, rejoignent cet ensemble concertant, que le grand livre de la Nature lui-même s'ouvre à cette *lectio divina*, n'est-ce pas le signe de l'infinie fécondité de la parole de Dieu qui ne cesse de se frayer un chemin de Moïse à Isaïe, aux évangélistes et aux Pères de l'Eglise, à Pascal, à Péguy et à Claudel, vibrant à travers toutes les paroles humaines pour leur donner un sens ? La parole de Dieu est la clé de toutes les langues, seule capable de les ouvrir les unes sur les autres et de les faire communiquer ; elle est aussi ce qui, nous interpellant, nous provoque à la parole et à la communication entre tous ceux qui, sans en avoir toujours une pleine conscience, cheminent dans la foi.

Harmonie du cosmos

Arrivé à ce sommet, on aurait cru être parvenu au terme. « Il y a un autre pas à faire », nous dit le Saint-Père. L'ascension se poursuit jusqu'à l'accomplissement du langage en musique. Le Dieu qui parle dans la Bible, dans la Na-

ture, dans l'Histoire, dans l'archivium de la culture humaine, nous enseigne comment nous pouvons lui parler. Nourrie des psaumes, la liturgie qui chante avec les Anges dans le *Gloria* et dans le *Sanctus* permet aux hommes de s'unir à ces esprits sublimes en charge de l'harmonie du cosmos et de la musique des sphères. N'est-ce pas là le secret de la grande musique occidentale qui donne à l'homme de « reconnaître avec les oreilles du cœur les lois constitutives de l'harmonie musicale de la création, les formes essentielles de la musique émises par le Créateur dans le monde et dans l'homme » ?

On saluera l'audace du propos : non content d'avoir détecté, dans toute langue et dans toute production verbale, l'interpellation que nous adresse la parole de Dieu, Benoît XVI nous indique comment la louange, à travers le chant choral et la grande musique, nous donne accès au mystère de la création et de la mise en ordre des mondes. Est-il plus haute célébration de la parole et de l'écriture, et de cette échelle des arts libéraux, culminant dans la musique des anges, que cette offrande lyrique que nous en donne le Saint-Père ?

L'œuvre de la Création

Si la parole des hommes s'accomplit en prière, si la prière donne à la parole la plénitude de son sens, il est un autre aspect de la culture que nous rappelle la règle bénédictine : *ora et labora*. Le Saint-Père ne pouvait passer sous silence cette autre manière de chercher Dieu qu'est le travail des hommes. Dieu n'est-il pas celui qui est toujours à l'œuvre ?

« Le travail des hommes doit apparaître comme une expression particulière de leur ressemblance avec Dieu. » De surcroît, il est participation à l'œuvre de la création et cette participation en règle la mesure : « Là où cette mesure vient à manquer..., la transformation du monde peut facilement aboutir à sa destruction. » Comme au plan spéculatif, la recherche de Dieu est, au plan pratique, la norme de toute entreprise. Dans l'action humaine bien comprise, le Christ est toujours à l'œuvre, gage de rationalité dans l'amour : n'est-il pas le Verbe fait chair, le Logos incarné ? À ce titre, il constitue, dans l'histoire du monde, le « fait rationnel » par excellence ; n'est-il pas en effet « la présence de la raison éternelle dans notre chair » ?

Foi et raison

Ces expressions d'une grande audace s'inscrivent dans cette constante de la pensée du Saint-Père : la raison meurt sans le souffle de la foi, la foi s'exalte en vain sans la règle de la raison : « Une culture purement positiviste, qui renverrait dans le domaine subjectif la question concernant Dieu, serait la capitulation de la raison, le renoncement à ses possibilités les plus élevées et donc un échec de l'humanisme. »

C'est inlassablement à cet humanisme aux prises avec la barbarie actuelle que revient notre pape en champion de la "culture véritable". Une évidence désormais s'impose : engendrée en sa culture par la lectio divina, l'Europe est née pour la quête de Dieu ; elle ne saurait trouver son chemin autrement.

PIERRE MAGNARD

L'ACTION FRANÇAISE

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (*)

Directeur de la publication : M.G. Pujo

Rédacteur en chef : Michel Fromentoux

Politique :

Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin,
Georges Ferrière, Michel Fromentoux,
Nicolas Hainaut, Stéphane Piolenc

Étranger : Pascal Nari

Économie : Henri Letigre

Enseignement, famille, société :

Stéphane Blanchonnet,
Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux,
Aristide Leucate, Frédéric Wincler

Culture :

Monique Beaumont,
Anne Bernet, Renaud Dourges, Gaël Fons,
Norbert Multeau, Jean d'Omiac,
François Roberday, Alain Waelkens

Histoire :

Yves Lenormand, Laure Margaillan,
René Pillorget, Francis Venant

Art de vivre : Pierre Chaumeil

Chroniques :

François Leger, Jean-Baptiste Morvan

Médias : Denis About.

Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost.

Abonnements, publicité, promotion :

Monique Lainé

Nouveaux titres

Après avoir lancé deux "gratuits" (*Direct Soir* et *Matin Plus*), Vincent Bolloré pourrait étendre son "empire médiatique" en s'attaquant à la presse payante. Dans un entretien à *La Correspondance de la presse* publié le 29 septembre, il annonce son intention de lancer un quotidien généraliste vendu entre 0,50 et 1 euro, qui proposerait surtout « des analyses » et s'inspirerait d'*Il Foglio*, un journal de quatre pages qui se veut « le quotidien de l'intelligentsia de droite italienne » selon l'AFP. L'homme d'affaires planche également sur un nouvel hebdomadaire gratuit, *Direct week-end*, « conçu sur le modèle de Paris-Match avec du people,

de l'économie, du sport, de la high-tech, de la décoration, de la mode ». Rendez-vous au plus tôt au printemps prochain.

Mitterrand aux États-Unis

Bill Saporito, éditorialiste au *Time Magazine*, invoque François Mitterrand et sa politique de nationalisations pour ironiser à propos du plan Paulson. Le 21 septembre, il a signé une chronique intitulée *How we became the United States of France*, traduite en partie par *Le Point* (28 septembre) : « Notre système financier est nationalisé. [...] Au bout du compte, nous sommes en train de devenir une caricature du pays le plus méprisé par l'Amé-

rique républicaine : la France. Mais sans la bonne cuisine. » La France, dont il dresse un portrait pour le moins caricatural : un pays « où l'on travaille, quoi, vingt-sept heures les bonnes semaines, où l'on a dix-neuf jours de congés par mois, où l'on fait grève deux jours par semaine et l'on boit du vin rouge à chaque repas... »

Pinard

Les Échos ont signalé le 23 septembre la réédition à la Table Ronde d'un ouvrage de 1932 consacré à *L'Âme du vin* (268 p., 8,50 euros). Maurice Constantin-Weyer l'avait dédié à Charles Maurras, « qui mieux que tout autre porte en son clair génie

l'âme des vins » ; il dénonce « la démocratie amie du pinard » et « ennemie des bons vins ». Emmanuel Hecht ironise en affirmant que « l'ébriété peut être mentale ». Mais Renaud Camus n'a-t-il pas souligné encore récemment combien la démocratie s'opposait à la culture et au goût ?

Marketing royal

La monarchie fait toujours recette ! Suffisamment pour que les éditions Atlas soutiennent par une campagne publicitaire le lancement d'une énième collection consacrée aux rois de France. La première livraison est consacrée à Louis XIV ; le livre de 96 pages est disponible pour 99 centimes d'euros.

Le président Sarkozy a le don de trouver les mots de circonstance... Il est de ces hommes non formés à la rigueur d'une pensée classique qui peuvent tenir une chose pour vraie sans pour autant croire que l'opinion opposée soit fausse. Cet art de l'équilibrisme verbal le sert extraordinairement en ces jours où la crise financière partie des États-Unis est peut-être en train d'entraîner l'Europe dans la débâcle. Alors il y va, et avec la même sincérité théâtrale, de grandes déclarations de bon sens diamétralement opposées à celles du temps où il ne voyait pas que sa politique engageait la France à la légère...

Vérité d'hier
vérité d'aujourd'hui

On se souvient avec quel enthousiasme il vantait son mini-traité de Lisbonne qui assurait la totale liberté de la concurrence, et encourageait la spéculation sauvage, tout en laissant libre cours à la Banque centrale européenne qui n'avait, dès lors, que faire des gouvernements nationaux ! Et c'est le même homme que l'on entend aujourd'hui, comme le 25 septembre à Toulon, dire que le rêve mondialiste s'est brisé sur, entre autres, « les dumpings, les délocalisations, les dérives de la finance globale », que « l'idée de la toute-puissance du marché ne devrait être contrarié par aucune règle, par aucune intervention politique était une idée folle », que le « laisser-faire » est fini, que les patrons qui échouent doivent être rigoureusement sanctionnés, et que l'État doit apporter son aide

» SARKO-HÉROS

Lorsque le 15 septembre, l'armée française libère deux otages français retenus depuis deux semaines sur un bateau au large de la Somalie, Sarko-héros donne une conférence de presse pour nous expliquer qu'il a lui-même dirigé l'opération et donné l'ordre de l'assaut. Mais lorsque le 19 août, dix de nos soldats sont tués en Afghanistan dans une embuscade qui dure plus de six heures, le chef des armées ne revendique plus d'avoir lui-même dirigé l'opération..

» MOTS CHOISIS

La droite a doublé la gauche sur le thème de l'insécurité en 2002 et sur celui du pouvoir d'achat en 2007. Nicolas Sarkozy entend maintenant doubler l'extrême gauche en invectivant, devant un parterre de riches hommes d'affaires américains, les responsables de la crise financière mondiale qui doivent être « sanctionnés et rendent des comptes ». Les camarades sarkozistes envisagent-ils d'incendier le palais Brongniart pour l'exemple ?

GUILLAUME CHATIZEL

LE MONDIALISME DANS LES POUBELLES BANCAIRES

Aux nations de jouer !

L'heure est venue pour les nations de se reprendre en main, non pour s'enfermer dans un "splendide isolement", mais pour refaire leurs forces et puiser dans leur expérience des leçons d'énergie dont bénéficiera le concert international lui-même.



Nicolas Sarkozy
Un beau parleur

financière aux particuliers et aux entreprises en cas de faillite de leur banque.

Donc finie la finance anonyme et vagabonde, pourrait-on penser ?... Fini le règne de l'Argent qui se multiplie tout seul et crée des surendettements catastrophiques ?... Faut-il croire que l'homme de la "laïcité ouverte" a été touché par la grâce en méditant les propos de Benoît XVI, samedi 13 septembre sur l'esplanade des Invalides, comptant l'Argent parmi les modernes « idoles qui détournent l'homme de sa fin véritable » ?...

Pour un retournement
des valeurs

On aimerait espérer que les incantations sarkozyennes déboucheront sur une profonde dénonciation non seulement des effets, mais des causes des perversions qui bouleversent le monde actuel. "Moraliser" le capitalisme, cela ne demande pas seulement une réforme des structures, il faut que s'y greffe un redressement des intelligences et des mécanismes de la pensée. Le président qui voulait hier voir les Français "se lever tôt pour gagner plus" est-il subitement convaincu que l'en-

richissement n'est pas une fin en soi et qu'il est temps d'opérer un radical retournement des valeurs ?

Car le travail doit aussi aider à l'épanouissement de l'homme dans le cadre et au service de sa famille et de sa patrie. (Et qu'importe si le rapprochement de ces trois mots fait encore ricaner les imbéciles !) Au nom du libéralisme qui est l'individualisme par excellence, on a enseigné que, de la recherche par chacun de son intérêt particulier hors de toute référence à quelque tradition ou quelque appartenance naturelle, sortirait le bien général ; on a ainsi poussé toujours plus les possédants à "faire des affaires" sur de toujours plus grands espaces, à faire fructifier artificiellement l'argent, à susciter par des publicités lancinantes des besoins toujours nouveaux, à exploiter de manière éhontée le "consommateur" qui reçoit aujourd'hui comme une douche froide l'annonce que les temps vont être durs et que peut-être son argent n'est plus en sécurité dans les banques.

On assiste alors à une perte de confiance en la capacité des pouvoirs publics à résoudre une crise d'une telle ampleur. Il semble que les politiciens d'ici et d'ailleurs soient eux-mêmes pris de vertige.

Beaucoup, dont M. Sarkozy, mettent, ou font semblant, quelque espoir dans une réunion internationale qui réorganiserait le système monétaire. Ainsi faudrait-il compter sur les apprentis sorciers mondialistes qui ont mis le monde sens dessus dessous pour faire redémarrer la machine ! Ne serait-ce pas offrir à ces hommes-là le moyen de resserrer encore plus leur emprise sur les économies nationales, donc de sauver le mondialisme qui, à bout de souffle, imposerait une espèce de socialisme interventionniste qui irait comme un gant avec un libéralisme déraciné ? De ces deux systèmes il ne s'agit plus de dire lequel est le meilleur, il s'agit de les envoyer l'un et l'autre, et le mondialisme avec, dans les poubelles des agences bancaires en faillite...

Le temps où les gouvernements comptaient sur des "machines" supranationales pour opérer les mises en ordre qu'ils n'avaient pas envie de tenter dans leur propre pays est révolu. L'heure est venue pour les nations de se reprendre en main, non pour s'enfermer dans un "splendide isolement" (impensable de nos jours), mais pour refaire leurs forces et puiser dans leur expérience des faits économiques et sociaux, plus ancienne et plus riche que celle des instances artificielles de Bruxelles ou de New York, des leçons d'énergie dont bénéficiera le concert international lui-même.

Unité nationale

Au lieu de cela que voit-on en France ? Il faut, certes, saluer l'initiative du Premier ministre François Fillon de faire appel à l'unité nationale. En temps de crise c'est la première urgence. Mais l'unité autour de qui et de quoi ? M. Sarkozy n'est pas en position de rassembleur, lui qui, comme toute la presse le souligne ce mardi matin, s'agit beaucoup en organisant réunions sur réunions avec certains ministres à

certaines heures, avec banquiers et assureurs tel jour, avec les chefs d'État européens tel autre jour, comme s'il s'agissait surtout d'occuper le terrain, de laisser voir qu'il y a "un pilote dans l'avion". Et puis, la démocratie est toujours là, qui ne se nourrit que de division partisane : François Hollande, chef fantôme d'un Parti socialiste incapable lui-même de s'unir, a ce lundi décliné effrontément l'appel à l'unité nationale.



François Fillon
Le Premier ministre fait appel à l'unité nationale. Mais l'unité autour de qui et de quoi ?

Et pourtant, cette unité, la France en aura besoin plus qu'on ne le croit. Or, pour entraîner les esprits et les cœurs dans un vaste élan, il manque à la France quelqu'un dont le souci principal ne soit pas "d'occuper le terrain", quelqu'un qui incarne profondément la souveraineté française, quelqu'un qui sache rendre les Français fiers d'être français (et non "européens"), quelqu'un qui puisse parler en père de les protéger contre les turbulences féodales nationales et internationales, quelqu'un qui soit prêt à suivre l'exemple d'un Louis XIV revendant la vaisselle de Versailles pour donner à manger aux foules ruinées par la guerre et les intempéries. Ce quelqu'un c'est le roi capétien plus que jamais irremplaçable.

MICHEL FROMENTOUX

AMIS LECTEURS....
Si vous voulez
que votre journal continue,
N'ATTENDEZ PLUS !
Abonnez-vous
Participez à la souscription
Pour L'Action Française 2000, c'est vital.
Merci d'avance.

Prière d'adresser vos dons à M^{me} Geneviève Castelluccio,
L'Action Française 2000,
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

**NOTRE
SOUSCRIPTION
POUR L'AF**

LISTE N° 13	
100 euros pour l'A.F. :	
A.M., 100 ; Jean-Pierre Lafosse, 200.	
Virements réguliers :	
Marius Guigues 10,68 ; M ^{me} Yvonne Peyrerol, 15,24 ; M ^{lle} Annie Paul, 15,24 ; M ^{me} Françoise Bedel-Giroud, 30,49 ; Henri Morfin, 32.	
Gérald Wailliez, 20.	
Total de cette liste :	423,65 €
Listes précédentes :	13 733,97 €
Total :	14 157,62 €
Total en francs :	92 867,90 F

» TAXE

Nous évoquions dans notre dernier numéro le ridicule projet de taxation des couverts en plastique qui fut rapidement abandonné. Cette semaine, un rapport préconise, sous couvert de lutte contre l'obésité, un projet de taxation des **aliments gras et sucrés**. Amis lecteurs, aidez le ministre du Budget ! Si vous avez des idées saugrenues de nouvelles taxations, adressez vos propositions à : Monsieur Eric Woerth, Ministère du Budget, 139, rue de Bercy, Paris 12^e. Vous gagnerez en retour la reconnaissance de la nation et une paire de couverts en plastique détaxée.

» TABLEAU D'HONNEUR

Il faut mettre au tableau d'honneur l'ancien ministre du Budget et sénateur UMP de l'Orne, Alain Lambert. Non seulement parce qu'il se bat avec acharnement pour que Nicolas Sarkozy respecte ses engagements en matière d'équilibre budgétaire, mais aussi parce qu'il dénonce avec force l'esprit de cour. « *Il est loin le temps où je pouvais vous parler des choses simples de la vie de la France et des Français* » regrette-t-il dans une adresse au chef de l'État publiée sur son blog. « *Désormais, il faut, pour ceux qui en acceptent l'humiliation, se prosterner d'abord devant une cour.* » Il fallait du courage pour oser le dire.

G.C.

❑ FONCTIONNAIRES

On dégraisse dans les coins

C'est de manière diffuse que s'opèrera en partie la promesse du non-renouvellement d'un départ de fonctionnaire à la retraite sur deux.

En juillet 2007, lorsqu'il a présenté le budget 2008, le Premier ministre François Fillon a indiqué le non-remplacement de 22 700 fonctionnaires, soit près d'un fonctionnaire sur deux. Tout en précisant que dans trois ministères, on ferait exception à cette règle d'un fonctionnaire sur deux : l'Education nationale, la Justice et la Recherche.

L'objectif ne sera pas atteint

C'est, sans aucun doute, pour respecter les objectifs de la politique gouvernementale qui entend privilégier ces trois secteurs. C'est peut-être également pour s'épargner la grogne des puissantes centrales syndicales de l'enseignement. Mais s'il faut "dégraisser" sans toucher au "mammoth", où pourra-t-on trouver des postes de fonctionnaires à supprimer ?

En confirmant cet été que, dans le budget 2009, il est prévu le non-remplacement de 30 à 32 000 fonctionnaires partant en retraite, le ministre du Budget, Éric Woerth, a confirmé que certains ministères « *nécessitent encore des créations nettes* » d'emploi, « *comme au ministère de la Justice qui a besoin de postes supplémentaires dans l'administration pénitentiaire* ». Créer des emplois de fonctionnaires tout en réussissant à en supprimer 30 000 relève de la gageure. Une gageure relevée par exemple, a précisé le ministre, en ne remplaçant pas



55 % des départs à Bercy, ce qui répond à la modernisation entreprise ces dernières années au ministère des Finances.

L'effort, même s'il est sans précédent, ne suffira pas cependant à réaliser la promesse de campagne du président de la République : 70 000 fonctionnaires partiront en retraite en 2009 et Nicolas Sarkozy avait promis le non-remplacement d'un départ sur deux. On ne réalisera que 86 à 91 % des objectifs affichés. Mais où trouver tous ces postes à supprimer ? Même si le ministre de la Fonction publique, André Santini, estime qu'il n'est « *pas moderne* » d'avoir autant de fonctionnaires, 20 % de la population active contre 16 % chez nos voisins européens, il n'est pas aisé de supprimer des postes sans provoquer le mécontentement ou risquer de dégrader la qualité du service public. On visera surtout, semble-t-il, à éviter le mécon-

tentement, et on dégraissera « *dans les coins* ». C'est ainsi par exemple qu'il a été décidé de supprimer les classes de 4^e et 3^e dans les lycées agricoles, de fermer des classes, de faire disparaître des options...

Des dégraissages discrets

On sait pourtant que l'agriculture connaîtra de très importants besoins de main d'œuvre dans les années à venir. On sait aussi que ces lycées ont de bons résultats. Mais on coupera cependant dans leur dotation horaire. Certes les enseignants de ces lycées ont tenté de protester. Ils ont même manifesté. Mais leur voix porte moins que celle de leurs collègues de l'enseignement général...

On dégraisse également dans Services régionaux de protection des végétaux, services pourtant

bien utiles pour aider les conseillers des chambres d'Agriculture et les agriculteurs à protéger leurs récoltes. D'autant que le Grenelle de l'Environnement et son souci pour l'agriculture raisonnée devraient nécessiter une meilleure connaissance de l'évolution des maladies des plantes. Mais là encore, peu de risques que ces dégraissages discrets fassent la Une du journal de 20 heures.

L'éternel débat du service public

Et s'il est difficile de supprimer des postes de fonctionnaires d'Etat sans se heurter à la colère des syndicats, on ira dégraisser dans les Établissements publics industriels et commerciaux, à l'instar de Météo France. À partir de 2011 et d'ici 2017, la météorologie nationale supprimera ainsi une centaine de centres départementaux, réduisant ses effectifs de 500 personnes. 109 emplois seront également supprimés dans les Haras nationaux sur la période 2003-2008. Certaines de ces suppressions de postes sont certainement justifiées et répondent à des évolutions de la société ou à la modernisation des services de l'État. D'autres risquent au contraire de remettre en cause la qualité du service public.

Mais c'est en tous cas de manière diffuse que s'opèrera en partie la promesse du non-renouvellement d'un départ de fonctionnaire à la retraite sur deux. Et il ne sera pas toujours facile de savoir sur quels critères et dans quelles conditions ces choix ont été opérés. Ce qui ne manquera pas de relancer l'éternel débat sur l'équilibre entre le nombre de fonctionnaires et la qualité du service public.

GUILLAUME CHATIZEL

❑ ENTRE LES MURS

Quand l'École fait son cinéma

Tout est là : le rire, le pathos, le rythme, une forme de suspense. Ce film qui révèle l'expérience vécue d'un enseignant pose des questions essentielles.

Entre les murs, titre bien choisi pour ce huis-clos dans un collège où le spectateur entre en même temps que le protagoniste, François Marin, professeur de français, le jour de la rentrée scolaire pour ne pas en ressortir.

Huis-clos

« *Entre les murs* », tant de murs que l'on finit par se sentir enfermé dans ce milieu scolaire qui ressemble étrangement au milieu carcéral : la salle de classe avec ses barreaux aux fenêtres, la salle des professeurs, le bureau du principal où la porte se ferme toujours pour une réprimande en tête à tête qu'il s'agisse d'un élève ou d'un professeur d'ailleurs, les murs du conseil de discipline, la peinture blafarde de la pièce où se déroule le conseil de classe, la cour de récréation, ceinte de murs. Tout dans l'image connote l'enfermement, un monde clos sur lui-même.

Le spectateur suit pendant deux heures la vie d'une classe de quatrième d'un collège difficile du 20^e arrondissement de Paris, avec un accent particulier mis sur le cours de français. Il faut

souligner la performance d'acteurs tant des adolescents que de François Bégaudeau (auteur du roman *Entre les murs* et scénariste du film) qui joue son propre rôle. Tout est là : le rire, le pathos, le rythme, une forme de suspense, le vécu. Les images, qui ressemblent à s'y méprendre à un documentaire, révèlent l'expérience réelle vécue par le romancier-scénariste : jamais caricaturales mais toujours attendues pour qui connaît un peu le milieu scolaire (les conseils d'administration où au milieu des problèmes est évoqué le coût du café que produit la machine en salle des professeurs, les rencontres parents-enseignants, le conseil de classe).

Pourtant derrière ce qui pourrait apparaître comme des clichés, ce sont des questions essentielles qui percent. Le choc des cultures est mentionné avec

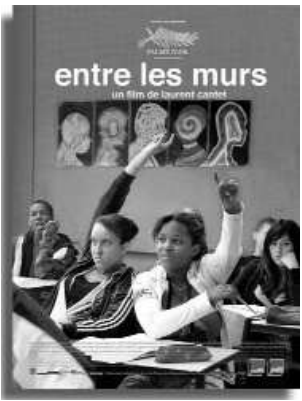
l'exemple de ce jeune Chinois qui vient d'arriver en France et qui ne comprend pas la mentalité de ses camarades de classe : « *Les jeunes ici ils ont pas de honte.* »

Jeune traducteur

Le problème de la maîtrise de la langue est aussi évoqué dans le cadre du cours de français où se confrontent le français normé du professeur et l'argot des enfants émaillé de verlan, de mots d'arabe ; sans parler de la manie d'un jeune élève d'origine malienne qui ne parle que sa langue maternelle : le seul moyen de communiquer avec le corps enseignant est de s'appuyer sur son fils pour jouer les traducteurs. Dans le cadre de la classe, apparaît aussi la question cruciale de l'identité nationale de ces jeunes enfants à travers la pas-

sion du football. Français du point de vue de leur papier, ces adolescents disent eux-mêmes n'être pas Français, ne pas se sentir fiers de cette nationalité. D'une certaine manière avec cette simple phrase en passant d'une des élèves, c'est toute la politique d'intégration qui se résume à un constat d'échec.

Enfin, et peut-être est-ce là le plus important, *Entre les murs* pose la question de la fonction, de la place du maître dans la classe. Le jeune professeur qu'incarne François Bégaudeau se place clairement dans le refus de la posture magistrale : le jeune professeur est dans le dialogue, la négociation permanente avec ses élèves, dans le refus de la sanction et même d'une certaine manière de la discipline, de la loi scolaire perçues comme trop généralisante. A cela le personnage



de François Marin préfère systématiquement le cas particulier. Autrement dit aucun règlement ne peut être appliqué. Et cela conduit à la crise qui vaudra à un élève son renvoi définitif. Ce sont donc aussi deux conceptions de l'éducation qui s'opposent dans le film, celle du professeur de français qui refuse la posture d'autorité et celle du professeur d'histoire-géographie qui applique de manière bornée le règlement. Echec d'un côté, caricature de l'autre, M. Bégaudeau renvoie dos à dos les deux conceptions mais avec une plus grande sympathie pour la première.

JASMINE PHÉDOL

DES RUES
POLITIQUEMENT
CORRECTES

Parité oblige, le maire de Paris cherche à donner des noms de femmes à des voies de la capitale. Didier Bédoutis, au nom des élus de l'opposition au conseil du 13^e arrondissement, a proposé, le 22 octobre, que la rue Alfred Fouillée soit rebaptisée en rue Alfred et Augustine Fouillée...

Professeur de philosophie, spécialiste de Nietzsche, Alfred Fouillée (1838-1912) a été l'auteur d'ouvrages dont les titres *La Propriété sociale* et *La Démocratie* ou *Le Socialisme* et *la Sociologie réformatrice* indiquent bien l'orientation socialisante...

Sa femme Augustine Fouillée (1833-1923) fut, sous le pseudonyme de G. Bruno, l'auteur de livres éducatifs qui ont connu un succès considérable entre les deux guerres de 1870-71 et de 1914-18. À travers le périple de deux Alsaciens orphelins fuyant leur province occupée, *Le Tour de la France par deux enfants - Devoir et patrie* - livre de lecture courante pour le cours moyen a constitué, pendant quarante ans, un extraordinaire cours de morale, d'instruction civique, de géographie, d'histoire, de sciences physiques et naturelles...

Rien ne devait pouvoir s'opposer à ce que M^{me} Fouillée rejoignît son mari sur ses plaques de rue... Mais le maire du 13^e arrondissement et les élus de la gauche reprochent au *Tour de la France par deux enfants* de contenir une courte présentation des « quatre races d'hommes », blanche, rouge, jaune et noire, dans laquelle la race blanche est qualifiée de « la plus parfaite des races humaines ». Aux observations de Didier Bédoutis selon lesquelles ces mots, peut-être maladroits, constituaient le reflet d'une époque, sans mettre en cause le caractère "globalement positif" de l'ouvrage, selon lesquelles aussi G. Bruno n'était pas la seule à avoir écrit de cette façon (pensons à Jules Ferry : « Les races supérieures ont un droit sur les races inférieures... »), les élus de gauche ont opposé le "politiquement correct", concédant toutefois : « Il y a vingt ans, nous aurions sans doute accepté [...], mais, aujourd'hui, une rue portant le nom d'Augustine Fouillée pourrait blesser certaines personnes... »

Il est bien navrant qu'une certaine gauche refuse d'assumer le passé de notre pays. M^{me} Fouillée lui donne pourtant une belle leçon de patriotisme et d'assimilation, elle qui assume dans son ouvrage tout ce qui a fait notre pays, les heures glorieuses comme les heures sombres, de Vercingétorix à Jeanne d'Arc, mais aussi de Duguesclin aux généraux d'Empire...

Le garde des Sceaux n'en finit pas de faire parler d'elle. N'aurait été sa seule grossesse annoncée tapageusement par les médias aux ordres, cela irait encore, bien que cette maternité ne touche pas les intérêts vitaux de la nation et qu'il n'y a donc pas lieu d'en faire tout un fromage. Le souci majeur est qu'elle commet des erreurs qui peuvent coûter cher à la collectivité publique.

Quand Dati antidade

C'est ainsi que nous apprenons, au hasard de la lecture d'un quotidien régional d'information, que le tribunal de grande instance (TGI) de Péronne (Somme) fermera définitivement ses portes le 21 décembre 2009. En soi, l'événement peut paraître anodin et même sans intérêt. Sauf qu'il faut bien se rappeler la réforme de la carte judiciaire initiée par le ministre de la Justice dès l'été 2007 et qui programmait la mort de pas moins de vingt-trois TGI, sans compter celle de certains tribunaux de commerce voire de quelques conseils de prud'hommes. Le décret du 15 février 2008 prévoit que les TGI devant disparaître mettront la clé sous la porte le 31 décembre 2010 au plus tard. Or, par un courrier électronique, dépourvu de valeur normative, le garde des Sceaux tente de revenir insidieusement sur la date fixée par décret en l'avançant d'une année.

Selon nos confrères du *Courrier Picard* (24 septembre 2008) citant un extrait du courriel, « le ministère a décidé d'anticiper certaines fermetures ». C'est dire que le cas de Péronne n'est pas isolé et que certaines juridictions seront (ou sont déjà) appelées à organiser « une assemblée générale de consultation », périphrase sournoisement distillée pour dire aux magistrats, greffiers et autres

CARTE JUDICIAIRE & MARIAGE DE LILLE

Quand Dati bafoue la Justice

Une affaire qui, bien que sous-tendue par la religion, n'est pas pour autant une affaire religieuse d'État.



Rachida Dati commet des erreurs qui peuvent coûter cher à la collectivité publique.

personnels de ces tribunaux de prendre toutes leurs dispositions pour déguerpir au plus vite. On doit s'interroger sur les motifs d'un tel empressement. De deux choses l'une : soit le recours actuellement pendant devant le Conseil d'État contre le décret susvisé a des chances d'aboutir à son annulation et la Chancellerie se mobilise alors pour vider préventivement les tribunaux en vue de les revendre ou de les faire occuper par d'autres administrations. Soit le recours ne sera pas examiné avant un temps assez long (la Chancellerie n'a d'ailleurs toujours pas déposé son mémoire en défense) et comme le recours n'est pas suspensif, le décret peut être appliqué dans toute sa rigueur, voire modifié (ou abrogé... mais ne rêvons pas).

Quoi qu'il en soit, on peut trouver assez détestable, de la part du ministère de la Justice, cette méthode consistant, à la façon des républiques bananières, à ne pas respecter ses propres règles. « Patere legem quam ipse fecisti », proclame un vieil adage

du droit romain, signifiant que l'autorité publique ne peut déroger individuellement à une règle générale qu'elle a elle-même posée. C'est tout simplement un principe de bonne foi et de respect de la parole donnée. M^{me} Dati ne semble pas, cependant, s'arrêter à de telles considérations éthiques.

Quand le Coran ne passe pas

On en veut encore pour preuve sa décision d'interjeter appel du jugement du 1^{er} avril 2008 par lequel le tribunal de Lille avait annulé un mariage pour « erreur sur les qualités essentielles du conjoint ». Le Ministère public avait fait appel alors même que l'épouse soupçonnée d'avoir menti sur sa chasteté à son mari était en plein accord avec ledit jugement de Lille. La cour d'appel de Douai, qui a examiné l'affaire le 22 septembre, devrait se prononcer courant novembre.

Il y a fort à parier que le jugement soit annulé dans la me-

sure où le tribunal de Lille avait jugé que l'épouse avait acquiescé « à la demande de nullité fondée sur un mensonge relatif à sa virginité, [pour en déduire] que cette qualité avait bien été perçue par elle comme une qualité essentielle déterminante du consentement de [l'époux]... au mariage projeté ».

Or, juridiquement, outre que le dol (manœuvre par ruse) ne soit pas reconnu comme vice du consentement en matière de mariage, le fait pour une personne de reconnaître qu'elle a commis une duperie ne suffit pas à entraîner la nullité du mariage. Certains de nos confrères ont mis en avant le fait que le tribunal de Lille avait, à son corps défendant, rendu un jugement en adéquation avec les règles de l'Islam (les époux étant de cette confession), lesquelles prônent l'impératif de virginité.

Cet impératif catégorique est commun aux trois religions du Livre (christianisme, islam, judaïsme). C'est une affaire qui ne concerne pourtant pas l'État et ici ses intérêts primordiaux sont loin d'être en jeu. Ce qui l'est, en revanche, est de laisser le sol de France être envahi de mosquées, souterraines ou officielles, au risque de saper les fondements de notre identité. En poussant à faire appel, M^{me} Dati s'est mêlée, au fond, d'une affaire qui bien que sous-tendue par la religion, n'en était pas pour autant une affaire religieuse d'État.

ARISTIDE LEUCATE
aleucate@yahoo.fr

AFGHANISTAN

Une défaite annoncée

Le Parti socialiste a brisé le consensus lors du vote au Parlement.

attentats du 11 septembre et permettre l'arrestation d'Oussama Ben Laden. François Fillon ne s'est d'ailleurs pas privé de le rappeler aux socialistes et à leurs alliés qui, de leur côté, n'ont pas manqué l'occasion de faire référence à la dernière campagne présidentielle qui vit Nicolas Sarkozy affirmer, bien imprudemment, son souhait de désengager la France du borborygme afghan.

Démagogie

En bref, le parlementarisme a une fois de plus montré quels sommets de démagogie et quels abîmes de versatilité il pouvait atteindre à l'heure où nos soldats risquent courageusement leur peau. À ces dérives bien connues du système, il faut ajouter l'irréalisme et l'irénisme vraiment confondants des porte-parole de

la gauche comme M^{me} Demessine au Sénat qui réclamait à la fois « le retrait des troupes françaises » et « la priorité à l'aide d'urgence, à la reconstruction et aux droits du peuple afghan ». Cette dame s'imaginer sans doute que l'on pourra aisément venir en aide aux populations afghanes une fois que notre départ aura précipité le retour au pouvoir des factions qui cherchent aujourd'hui à nous mettre à la porte !

Beaucoup d'éditorialistes et de commentateurs se sont par ailleurs interrogés ces dernières semaines sur le thème : « Cette guerre peut-elle être gagnée ? » À bien considérer l'histoire de l'Afghanistan et notamment sa résistance constante et victorieuse, depuis le XIX^e siècle et tout au long du XX^e, tant à l'impérialisme britannique qu'à l'impérialisme russe, on peut sé-

rieusement douter des chances de la coalition occidentale. Un peuple de guerriers, une guerre d'escarmouches sur un terrain favorable aux embuscades, une force d'occupation qui est condamnée à ne jamais avoir l'initiative puisque l'ennemi ne défend aucun front et frappe où il veut et quand il veut avant de s'évanouir dans le décor, sont autant de facteurs préoccupants.

En fait, à moins de conduire une véritable guerre contre-révolutionnaire ou contre-insurrectionnelle comparable à celle menée par l'armée française en Algérie, ce qui impliquerait un renforcement en hommes et en matériel sans commune mesure avec les petits ajustements prévus par Messieurs Sarkozy et Morin, la défaite est hélas quasiment certaine.

THIDAL

» BERLUSCONNERIE

Un second référendum sur le traité de Lisbonne sera-t-il organisé en Irlande le jour des élections européennes, le 7 juin 2009 ? Silvio Berlusconi l'a envisagé, s'attirant moult quolibets. Dénonçant une « *berlusconnerie* », le vert Gérard Onesta, vice-président du Parlement européen, « *veut croire que la tenue d'élections sous les règles de Lisbonne est encore possible* » (*Euractiv*, 23 septembre). Jean-Claude Juncker, Premier ministre luxembourgeois et président de l'Eurogroupe, se montre plus réaliste : le 17 septembre, il n'espérait pas une entrée en vigueur avant 2010. ■

» GALILEO

La concrétisation du projet de "GPS européen" semble enfin en bonne voie. La Commission européenne et l'Agence spatiale européenne ont présélectionné onze candidats ayant répondu à l'appel d'offre. Le sixième lot, concernant le lancement des satellites, est attribué à Ariespace. ■

» LETERME ÉCARTELÉ

Bart De Wever a fait sauter le cartel qui unissait son parti la NVA (nationaliste flamand) au CDNV (démocratie-chrétienne) du Premier ministre Yves Leterme. Par l'entremise de Kris Peeters, le ministre-président du gouvernement flamand, le CDNV accepte de renouer un dialogue avec les francophones. L'objectif est d'aboutir à une réforme de l'État débouchant sur une Belgique confédérale. Si la négociation échoue, le pire, dit-on, est à prévoir. Yves Leterme a obtenu la confiance des siens, mais les 82 % recueillis masquent mal les tensions au sein des militants. Les jeunes du parti, eux, exigent tout simplement la démission du Premier ministre. Quant à Bart De Wever, il se dépense pour envenimer les choses. Cet historien, auquel on laisse la responsabilité de ses comparaisons, pointe du doigt le gouvernement fédéral : « *C'est Vichy. Comme le maréchal Pétain, Leterme de jour en jour deviendra de plus en plus une marionnette.* » Selon un sondage, s'il y avait des élections législatives, le CDNV perdrait 40 % de ses électeurs, lesquels rejoindraient la NVA, les amis de Jean-Marie De Dekker et le Vlaams Belang, soit la trilogie de l'ultranationalisme flamand. Concluant sur la flèche de Parthe Bart De Wever qui, décidément, aime les comparaisons, ironise : « *Yves Leterme n'a plus rien en main. Chamberlain, au moins, avait encore, quelque chose sur papier.* » Ambiance... C.-H. B.

□ NOTE DE LECTURE

Regards sur l'Europe

De Daniel Cohn-Bendit à Hubert Védrine, vingt et une personnalités s'expriment sur la construction européenne.

Un ouvrage paru en septembre, dirigé par Michel Rocard et Nicole Gnesotto, rassemble les contributions de personnalités éclectiques censées « *rendre à Bruxelles ce qui revient à Bruxelles* » et « *appréhender la construction européenne [...] comme une réalité vivante* ».

"Réalisme"

On y relève moult banalités. Ainsi Michel Rocard affirme-t-il que « *l'édification d'une institution commune [...] a comme résultat majeur la réconciliation et la paix* ». Une ineptie à laquelle Hubert Védrine apporte un démenti cinglant : « *Ce n'est pas l'intégration de l'Europe de l'Ouest qui va l'empêcher [la guerre], mais l'équilibre des forces [...] de l'OTAN et du Pacte de Varsovie...* »

Fidèle à son "réalisme", constatant la difficulté de conclure un accord à vingt-sept, l'ancien ministre des Affaires étrangères estime qu'on arrive « *au point ultime de l'intégration politique pour l'Europe dans son ensemble* ». Il ne cache pas son relatif euroscepticisme : s'appuyant sur des textes juridiques, « *certain ont attendu la naissance presque miraculeuse d'une politique étrangère européenne. [...] Mais on le voit bien : cela ne conduira pas à une politique étrangère européenne unique...* » Appelant les Européens à « *dépasser l'irrealpolitik* », caractérisée par « *une fatigue historique [...], une aspiration helvétique à une grande Suisse à l'abri des turbulences de la mondialisation* » - y compris chez certains nationa-



listes, serions-nous tentés d'ajouter ! -, il plaide pour l'autonomisation progressive des Européens au sein d'un pôle occidental. Il se démarque ainsi de l'"esbroufe gaulliste" stigmatisée implicitement par Thierry de Montbrial, et se montre bienveillant à l'égard du président de la République, dont la politique pourrait être, selon lui, le levier de cette transformation. Affaire à suivre.

Ultimes frontières

Dans l'immédiat, Michel Foucher lève le voile sur un « *secret de polichinelle* », celui des frontières ultimes de l'UE : « *Dans le scénario d'expansion au fil de l'eau que Washington nourrit, celui qui a effectivement cours, l'Union devra s'étendre à l'ensemble des États membres du Conseil de l'Europe, à la seule exception de la Russie, mais la Turquie incluse.* » Dans ces conditions, sans identité forte, *quid* de l'Europe politique ? Loin d'en entretenir l'illusion, la plupart des auteurs parient plutôt sur la puissance de l'"empire normatif". Renaud Dehousse en révèle une vision plus "morale" que politique : il salue cette Europe ayant « *dépassé le stade primitif où les rapports*

entre États sont avant tout des rapports de force ». Quitte à s'intéresser aux critiques de la *realpolitik*, on préférera les analyses de Zaki Laïdi, beaucoup plus fouillées.

Jean Quatremer prétend briser un mythe, celui des 60 % de lois d'émanation communautaire. « *Le raisonnement en termes de pourcentage est délicat*, observe-t-il : *le droit ne se prête guère à ce genre de pesée.* » Se livrant à son propre calcul, il estime néanmoins que ce sont « *seulement 25 % des lois adoptées en 2007 qui étaient d'origine européenne* ». De son point de vue, « *tout ne se décide pas à Bruxelles, [...] loin s'en faut* ». Le sujet - controversé - aurait mérité de plus amples développements. Le journaliste se veut catégorique : « *Les États sont non seulement à l'origine des traités par lesquels ils décident d'exercer en commun leur souveraineté, mais ils en contrôlent à chaque instant l'application. Ils sont aux deux bouts de la chaîne et décident donc toujours en dernier ressort.* » C'est oublier l'influence de la Cour de Luxembourg, dont Renaud Dehousse rappelle que les juges « *loin de s'en tenir à l'intention [...] des parties contrac-*

tantes [...], se sont abondamment inspirés des objectifs ultimes de l'intégration, énoncés de façon générale dans le préambule du traité de Rome ».

Le pragmatisme de Jean-Louis Bruguère tranche avec l'idéologie inspirant bien des contributions. Tout en promouvant le mandat d'arrêt européen, il s'insurge contre certaines dérives : « *Une coopération bien gérée est un facteur d'efficacité. Mais vouloir aller trop vite ou négliger, dans une démarche politique ou doctrinaire, des réalités opérationnelles peut avoir l'effet inverse de celui recherché. C'est ce qui se passe [...] avec les tentatives d'intégration du renseignement. Celui-ci ne se partage que dans une situation donnée et dans une démarche bilatérale...* »

Basses attaques

Daniel Cohn-Bendit se distingue par une intervention rédigée sur un ton plus "politicien", où il attaque notamment le souverainisme : une « *nécrose* », dont les « *poussées xénophobes* » ne seraient pas « *les moindres dégâts* » ; par-delà la basse polémique, on relève cette observation de bon sens : « *La souveraineté demeure une coquille vide sans l'efficacité de l'action politique.* »

Au final, on s'interroge sur le public auquel s'adresse un tel ouvrage. Parfois rébarbatif et redondant, il ne présente pas de "vertus pédagogiques" manifestes, véhicule des lieux communs sans franchement ouvrir le débat, et présente des analyses trop superficielles pour satisfaire un lecteur averti. On y trouvera éventuellement une introduction à d'autres études traitant plus spécifiquement de tel ou tel aspect de la construction européenne, à lire avec un regard critique.

GRÉGOIRE DUBOST

* Robert Laffont, 394 p., 22 euros.

□ TERRORISME

Le Pakistan dans l'engrenage

L'attentat d'Islamabad fragilise le président Zardari. Dans un pays gagné par le chaos, Washington pourrait s'en remettre à l'armée.

L'attaque de l'hôtel Marriott, le 20 septembre, à Islamabad, capitale du Pakistan, a provoqué la mort de plus de soixante personnes, dont de nombreux occidentaux, et des centaines de blessés. Elle a été perpétrée par les islamistes radicaux qui l'ont d'ailleurs revendiquée.

Un symbole fort

Cet attentat est à plusieurs égards symbolique. Il visait à frapper l'opinion mondiale, atteindre un symbole de l'Occident, qui plus est américain, et donner un avertissement au président Zardari qui a laissé, sans l'avoir autorisé, les forces armées américaines intervenir directement dans la zone

tribale. Les objectifs des terroristes sont atteints.

La situation au Pakistan ne cesse de s'aggraver. Elle pourrait, si on n'y prend pas garde, devenir explosive. Les batailles rangées entre islamistes, pourtant ultraminoritaires dans l'opinion, et les forces de l'ordre à Karachi l'ont montré au cours des derniers jours. Les services spéciaux pakistanais, l'ISI, jouent un double jeu : d'un côté ils aident l'armée et les Américains dans leur lutte contre les terroristes d'El-Qaïda et autres mouvances islamistes, de l'autre ils soutiennent discrètement les Taliban, persuadés qu'ils sont de la défaite des Occidentaux en Afghanistan. Ils entendent ainsi "préserver" l'avenir.

L'arrivée au pouvoir de Zardari semble avoir fait empirer la situation. Il fallait s'y attendre : tout en laissant les Américains intervenir militairement dans la zone tribale, il n'a pas pu empêcher l'armée pakistanaise de tirer à plusieurs reprises sur ces derniers. Pour ménager son opinion publique, il a même été amené à dénoncer haut et fort à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU les « *ingérences* » de ses alliés protecteurs américains !

Vers l'exil

La descente vers le chaos continuera au Pakistan, pays détenteur de l'arme nucléaire, bien que Washington assure avoir mis



en place un système fiable de protection et de neutralisation des bombes pakistanaïses. Si les choses se gâtent trop, et le chaos se généralise - quelques autres attentats sanglants par exemple -, Washington sera obligé de laisser l'armée pakistanaise intervenir une fois de plus et prendre le pays en main ; le président Zardari et quelques autres politiciens reprendront encore le chemin de l'exil ou de... la prison. La situation au Pakistan est à surveiller de près.

P.N.

Coup de tonnerre en Autriche

Les résultats des élections législatives du 28 septembre en Autriche, dont les détails restaient à préciser ce lundi matin, constituent un véritable coup de tonnerre, et un événement dont la portée dépasse largement le cadre du pays et pourrait faire tache d'huile. Net recul des sociaux-démocrates - moins six points - qui arrivent, de justesse, en tête avec cinquante-huit ou cinquante-neuf sièges. Déconfiture de leurs alliés du Parti populaire OVP, qui perdent dix points et n'obtiennent que cinquante sièges. Triomphe, en revanche, des deux formations que la presse française qualifie d'"extrême droite", qui obtiennent ensemble presque 29 % des voix et cinquante-huit sièges. La droite nationale, eurosceptique, qui réclame un contrôle plus strict des flux migratoires, moins de soumission aux bureaucrates de Bruxelles et davantage de sécurité pour les citoyens, triple ses résultats par rapport au scrutin précédent et devient ainsi, disent les observateurs, incontournable. Elle est en tout cas une des deux forces politiques principales. Après le "non" irlandais à la nouvelle mouture de la "Constitution européenne", voici un nouveau et sérieux avertissement. Il est d'autant plus significatif que, selon certaines études, ce sont les jeunes qui auraient massivement voté pour la droite sans complexe. Werner Faymann, le chef des sociaux-démocrates, serait vraisemblablement chargé de former le nouveau cabinet. Il est même question à Vienne d'une alliance entre la "gauche" et l'"extrême-droite" !

P.N.

ÉTATS-UNIS

L'effet Sarah Palin

Le vrai changement est à droite. Obama doit durcir le ton face à une adversaire inattendue, qui a touché les cœurs.

On s'attendait à un affrontement entre deux races ; on s'achemine vers une guerre de femmes. On se préparait à un vaste débat sur le conflit irakien ; on s'engage dans un duel sur l'énergie. On voyait déjà l'envol d'Obama ; c'est McCain qui décolle. Déroutante campagne électorale. Si déroutante que les démocrates deviennent nerveux : l'effet Sarah Palin les a pris de court. Qu'un petit bout de mère de famille toute bec et ongles puisse en une soirée redistribuer les cartes d'un jeu complexe sidéra tous les caciques de Washington.

L'inoubliable Reagan

Obama se voit obligé de durcir le ton, muscler ses attaques et multiplier les assauts contre le tandem rival. Pour reprendre l'initiative de la lutte, empêcher les républicains de personifier le changement aux yeux du pays tout entier. Ce fameux changement qui s'affirme comme le thème central des gesticulations démocrates. Mais le temps presse. Il reste trent-trois jours avant le vote. C'est suffisant pour prouver que Sarah n'est pas un coup de bluff, comme le clame la gauche, et que sa percée dans l'opinion n'est pas un feu de paille. Déjà, McCain devance Obama dans les sondages. Une échappée ? Possible. Il faudrait que McCain, dans ses discours, se rapproche vraiment d'une droite nationale désormais électrisée. Il faudrait aussi que le lynchage médiatique dont Sarah est la victime se retourne contre ses auteurs.



Le personnage dont McCain avait le plus grand besoin

Ces deux conditions, ajoutées aux atouts personnels de Sarah, pourraient créer la surprise. Car des atouts, elle en a. D'abord, comme gouverneur de l'Alaska (deux fois la taille du Texas), Sarah détient plus de responsabilités que n'en ont jamais eues Obama, Joseph Biden et McCain réunis. Ensuite, comme mère de cinq enfants - l'aîné en Irak, une adolescente enceinte, le cadet mongolien - elle a touché le cœur des Américaines. Enfin, avec sa prestance et sa fougue, elle rappelle l'inoubliable Ronald Reagan. Même conviction, même vision de l'avenir. Et même destin ? Peut-être. Un observateur n'hésite pas à prédire un duel entre Sarah Palin et Hillary Clinton en 2012. Le féminisme triompherait en brouillant son étiquette politique : il ne serait plus exclusivement classé à gauche. L'histoire retiendrait alors le rôle déterminant de McCain dans ce bouleversement. Mais nous n'en sommes pas encore là. Pour l'instant, c'est la montée en puissance d'un personnage que beaucoup, inconsciemment, attendaient. Un personnage dont McCain avait le

plus cruel besoin. Que trouve-t-il dans la corbeille de la "mariée" ? Cinq "cadeaux", dont certains déterminants.

Des troupes et l'énergie

D'abord, un record. Pour la première fois (car en 1984, face à l'indéracinable Reagan, le tandem Walter Mondale - Geraldine Ferraro n'avait eu aucune chance), un grand parti hisse une femme sur le second pavois de la magistrature suprême et prend une option pour la victoire. L'impact psychologique est considérable. Le bénéficiaire en est McCain. Ensuite, une armée, celle des conservateurs. Des milliers de bataillons de protestants du Sud et du Midwest qui ont suspecté, non sans raison, depuis le début de cette course, McCain de ne pas être un des leurs. Quinze millions d'électeurs indispensables à un républicain pour entrer à la Maison Blanche. Sarah vient de les remettre à son "patron". Elle est pro-famille, pro-vie, pro-arme, contre le "mariage" gay. Et en plus, elle a du tempérament et de l'am-

bition : tout pour plaire à la vieille droite comme à la jeune. Autre "cadeau" : le féminisme. Il a été déstabilisé par Sarah. Au sens idéologique du terme, l'alaskienne n'est pas féministe. Mais son irruption sur le podium de Saint-Paul a tellement flatté les femmes que même les plus radicales saluent son exploit. La solidarité féminine joue à fond. Au bénéfice de McCain. Même la pugnace Hillary Clinton ne semble pas vouloir piétiner l'adversaire - hommage feutré.

Le changement

Quatrième cadeau : le changement. Depuis janvier, Obama affirmait qu'il est seul capable d'engager l'Amérique sur une voie nouvelle. Aux naïfs de le croire. Le demi-kenyan n'a pas une seule idée neuve, il passe son temps à réchauffer les vieux ragoûts du gauchisme-libéralisme. Le vrai changement est à droite. Le changement, c'est la féminisation du "ticket" avec toutes ses conséquences. Le changement, c'est Sarah opposée à Joseph Biden, 65 ans, candidat démocrate à la vice-présidence. Vingt-cinq ans de Congrès : une vie. Le plus mûr mais aussi le plus gangréné de tous les sénateurs. Biden, c'est le vieux briscard dans tout son sectarisme recuit, l'inévitable filou dans toutes ses sournoises manœuvres. Le type même du mauvais choix. Tant pis pour Obama : c'est McCain qui en profite.

Dernier cadeau : l'énergie. Pas seulement celle de Sarah, mais celle que le pays attend pour circuler, se chauffer, s'éclairer, faire tourner les usines : le pétrole. Sarah propose celui de l'Alaska pour s'affranchir des pétromonarchies. Elle veut forer la superficie d'un aéroport international. Dessous, 20 milliards de barils. Pour les 300 millions d'Américains, ce serait de l'or.

DE NOTRE CORRESPONDANT AUX ÉTATS-UNIS PHILIPPE MAINE

Le 21 septembre, le Premier ministre israélien, Ehud Olmert, a présenté sa démission au président Shimon Peres, qui a immédiatement chargé Mme Tzipi Livni, le ministre des Affaires étrangères du cabinet démissionnaire, qui venait d'être élue à la tête de Kadima (premier parti politique du Parlement israélien), de former le nouveau gouvernement.

Un bilan mitigé

Emporté par des affaires de corruption plutôt peu reluisantes, Ehud Olmert est l'objet de toutes les critiques. Son bilan à la tête de l'État hébreu est moins négatif que l'on pourrait pourtant l'imaginer. Si l'opération militaire au Liban, qu'il a décidée et menée, a été un échec, il peut se targuer d'avoir, enfin, entamé des négociations de paix avec la Syrie et également maintenu un minimum de bonnes relations avec l'Autorité palestinienne. La paix reste à faire, mais le contact n'a pas

ISRAËL

Une "dame de fer" au pouvoir ?

Un juriste de formation, ancien officier du Mossad, succède à Ehud Olmert. À compter de sa nomination, Tzipi Livni aura quarante-deux jours pour former son gouvernement.

été rompu. Pour sortir de l'impasse, il faut attendre les résultats des élections américaines. Olmert n'a pas été un grand homme d'État et, dans l'ensemble, il ne laissera pas une grande trace dans l'histoire d'Israël.

"Madame Propre"

Tzipi Livni, juriste de formation, ancien officier du Mossad (services spéciaux israéliens), qu'elle a servi des années durant, notamment dans l'"antenne" de Paris, a surtout une réputation d'intégrité et répond aux sentiments d'écœurement de l'opinion israélienne à l'égard des pratiques affairistes de certains des dirigeants du pays. On l'appelle "Ma-

dame Propre". Sera-t-elle la "dame de fer", une seconde Golda Meir, attendue par certains ? L'avenir le dira. Pour être élue à la tête du parti, elle a fait montre d'une position de fermeté sur le plan diplomatique, surtout à l'égard de la politique nucléaire du régime de Téhéran, par lequel Israël se croit menacé non sans quelques raisons... fournies par le président iranien Ahmadinejad. En plus de ce dossier, où les marges de manœuvre israéliennes sont très limitées, elle aura à gérer les négociations avec Damas et celles, interminables, avec les Palestiniens, et surtout à arrêter la colonisation sauvage du territoire palestinien, plusieurs fois condamnée par la "communauté

internationale". Les Israéliens attendent aussi qu'elle nettoie les "écuries d'Augias" de la politique de leur pays et mette fin à une certaine corruption qui règne dans le milieu du pouvoir de gauche comme de droite. Lourde tâche.

Trouver une majorité

À compter de sa nomination, Tzipi Livni aura quarante-deux jours pour trouver une majorité et former son gouvernement. Le Kadima ne jouit pas d'une majorité à la Knesset. Le Likoud de Netanyahu, dit de droite, lui a refusé son concours. Ce parti réclame des élections anticipées et Netanyahu voudrait revenir au pouvoir. Le Premier ministre dé-

signé cherchera des alliances du côté socialiste, auprès du général en retraite Barak et des petites formations. Ses chances ne sont pas minces. Les tractations ont déjà commencé ; pour l'heure, Ehud Olmert expédie les affaires courantes, et tout le monde attend... les résultats du scrutin du 4 novembre aux États-Unis. Car la politique israélienne est dans une large mesure fonction de la ligne générale de celle de Washington. Or, même si Obama et McCain ont tous les deux affirmé un soutien total à l'État hébreu, des nuances importantes existent entre les deux prétendants et Israël se doit d'en tenir compte. À faire à suivre.

PASCAL NARI

Turquie et Géorgie

L'amitié d'un ancien ministre turc, Bülent Arkarcali, m'a fait bénéficier de son appartement sur le Bosphore. La splendeur de la vue constitue une leçon d'histoire et de géographie. Le passé et le présent s'allient, se relie. En termes télévisuels on pourrait parler de "fondu enchaîné". Le regard embrasse les navires et leur défilé irrégulier mais incessant. De toutes les tailles. Petits cargos aux allures de caboteurs, la coque noire, gros conteneurs dont la cargaison en lettres capitales renseigne sur la provenance, "China", pétroliers à l'étrave peinte en rouge vif. Ici et là, avec discrétion, le gris souris d'une vedette ou d'une frégate trahit le caractère militaire du navire.

Le Bosphore, large boulevard aquatique entre la mer Noire et celle de Marmara puis à la Méditerranée. La géographie commande la politique, les alliances voulues ou... subies. Elle dicte la conduite de la Turquie dans le conflit géorgien. Murat Mercan, président de la commission des Affaires étrangères, s'en explique. Il me reçoit dans le bureau à l'allure imposante qu'il occupe dans les locaux de la grande Assemblée nationale à Ankara. Pour Turc qu'il soit, mon interlocuteur offre une réponse de Normand : « Nous sommes proches des positions européennes même si nous comprenons les motivations de la Russie. À nos yeux la reconnaissance de l'Ossétie par la Douma est pour le moins prématurée. Il existe des règles internationales instaurées pour apporter une solution à ce type de conflit. Il faut épuiser tous les canaux du dialogue et de la négociation avant à recourir à la force. » La prudence du président de la commission s'explique lorsqu'il souligne que « la Russie est notre premier partenaire économique ».

Son collègue Yasar Yakis, actuel président de la commission mixte Turquie-Parlement européen et ancien ministre des Affaires étrangères, complète le propos. Sa famille est originaire de Géorgie. Certains des siens y vivent encore. Un des siens, jadis, fut déporté en Sibérie par Staline. Ce qui ne l'empêche pas de se montrer nuancé dans son analyse : « Le Premier ministre géorgien a mal interprété les encouragements des États-Unis. Il n'a pas compris que les superpuissances sont liées par des intérêts de loin supérieurs à ceux qui dictent leur alliance avec de petits pays. La Turquie ne dispose pas des atouts dans cette guerre. » Prudence donc et diplomatie. Tels sont les maîtres-mots de la Turquie dans le conflit géorgien.

C.-H. B.

LE LOUP ET LE CROISSANT

Kémalisme et Islamisme

De retour de Turquie, Charles-Henri Brignac nous livre son sentiment quant à la façon dont le pays envisage son avenir.

Les préventions de l'Europe à l'égard de la Turquie sont anciennes et nourries par l'histoire. Je me souviens dans ma jeunesse d'un chef scout à la tête d'une troupe protestante. À la ceinture il portait un poignard. Sur la lame se trouvaient gravés ces mots : « Plutôt le Turc cruel que le pape. » Hormis l'antipapisme du parpaillot qu'il était, je retiens "le Turc cruel". Dans les mémoires catholiques, le siège de Vienne demeure présent. Reste que les sentiments à l'égard des peuples sont forgés en partie par des préjugés.

L'enchantement de Pierre Loti

La Turquie dans les lettres françaises ne compte pas ami plus fidèle que Pierre Loti. Deux albums édités superbement en turc et en français à l'initiative de Fikrett Uçcan, ancien directeur de cabinet d'Abdullah Güll, l'actuel président de la République, réexhume une partie des quatre cent cinquante lettres écrites par Loti à son ami Louis Barthou, celui-là même qui fut président du Conseil en 1913, assassiné le 9 octobre 1934 sur la Cannebière lorsque, ministre des Affaires étrangères, il accompagnait le roi Alexandre de Yougoslavie.

Pierre Loti dans sa correspondance se fait le défenseur ardent de la Turquie. Ses amours avec Aziyadé - de son vrai nom Hatidze - n'expliquent pas seuls son enchantement et ses extases, même si, j'en conviens, son esthétisme y est pour beaucoup lorsqu'il pleure « toute cette turquerie [qui] s'efface avec une sorte de majesté funèbre dans le lointain, bientôt dans le passé ».

Faut-il remonter à ce "lointain", à ce "passé", pour comprendre les démons qui assaillent



Mustafa Kemal
Un héritage contesté

la Turquie contemporaine ? Ils ont pour nom l'islamisme et le kémalisme. Au début du XX^e siècle, "l'homme malade de l'Europe", la Turquie, entre en agonie. L'Empire ottoman succombe sous les coups de buttoir des puissances européennes et... de Mustapha Kemal. Par le fer et par le feu. Atatürk, le "Père des Turcs", "tor-dit", "malaxa" la réalité islamique, s'acharnant à rendre la Turquie européenne. Avec génie et mesure, visionnaire et dictateur, il fut un personnage d'exception. Admirablement dépeint par Benoist-Méchin dans *Le Loup et le Léopard*. Le successeur n'égala pas le fondateur de la République.

En 1963, j'ai rencontré Ismet Pacha, Ismet İnönü, alors Premier ministre. L'homme, il est vrai, se trouvait sur la pente déclive de la vie. Mais si j'écoute Bülent Arkarcali, ancien ministre dont le père participa à l'aventure kémaliste, « Ismet Pacha n'avait pas hérité du charisme de son maître. Il n'était qu'un exécutant, un bureaucrate. Avec lui le Parti prend le pas sur son leader. Aujourd'hui le CHP, le Parti républicain du peuple, est l'héritier d'une formation bureaucratique et mili-

taire ». Fikrett Ussan, directeur de cabinet de l'actuel président de la République jusqu'à il y a peu, surenchérit : « Le CHP a toujours tenté d'arriver au pouvoir en s'appuyant sur l'armée. C'est Ismet İnönü qui s'est inscrit dans le fil d'Atatürk. C'est Menderes qui a rompu le fil... et fut pendu. Il n'était pas islamiste mais ouvert aux islamistes. Turgüt Ozal lui, l'était, mais il sut fédérer à l'encontre d'Erbacan... » Ce dernier m'avait, à la fin des années quatre-vingt, confié vouloir retourner au califat. Lorsqu'il arriva au pouvoir et devint Premier ministre, l'état-major jugea qu'il avait franchi la ligne rouge et le fit chuter. On parla de coup d'État post-moderne.

Un islam "renové"

Erdogan rompit avec Erbakan. Pourtant l'ancien maire d'Istanbul avait, pour cause d'islamisme, connu les rigueurs de la loi kémaliste. Avec intelligence, s'inspirant de feu Turgüt Ozal, il sut rassembler, infléchir, fédérer. L'état-major, maladroitement, s'en prit à lui comme il l'avait déjà fait avec Ozal. Avec le même résul-

tat... Gagnants lors d'une première élection, Erdogan et les siens sortirent triomphants de la seconde.

Islamique ou islamiste, quelle est la vraie nature du parti ? Peut-être l'ancien ministre des Affaires étrangères Yasar Yakis, membre fondateur de l'AKP, me fit-il la réponse la plus nuancée et donc la plus exacte : « La plupart des cadres sortent des écoles Imam Hattip, écoles coraniques. Ils en conservent un état d'esprit et des règles communes. Des réflexes aussi. Tout en ne souhaitant pas allier la piété à leurs actes politiques, ils peuvent se laisser entraîner à des dérives. Ainsi le ministre de la Justice voulut-il promouvoir une loi sur l'adultère. Elle fut retirée. »

Pas de voile

Quel sentiment anime le ministre dont je vois le traditionnel portrait d'Atatürk accroché au mur de son bureau ? « Nous pouvons nous interroger. Le kémalisme a répondu à une époque. Faut-il pour autant le perpétuer ou procéder à une dékémalisation ? Le voile n'est pas une priorité. Ma femme n'est pas voilée et l'on ne m'en fait pas reproche. » Il faut relever ici qu'aucune des femmes siégeant au nom de l'AKP à la Grande Assemblée nationale n'est voilée. Zeynet Dogi, l'une des parlementaires en vue m'a reçu, m'a offert du café et en a pris elle-même n'observant pas le ramadan comme une majorité de ses concitoyens.

Où se situe la priorité ? « Dans la nécessité de transformer la Turquie, d'en faire un pays disposant de plus de liberté. C'est pour cela qu'il nous faut user, tant que faire se peut, du processus d'adhésion à l'Union européenne pour y parvenir. Sur le fond, il ne faut rien précipiter. C'est peut-être l'Europe qui frappera à notre porte et pas nous.. Attendons. Les Turcs répéteraient-ils après Eluard "Je suis né pour te connaître, pour te nommer Liberté" ? » C'est là leur espérance d'Europe.

CHARLES-HENRI BRIGNAC

TURQUIE

L'opposition verrouille

Sur tous les points où le pouvoir islamique s'efforce de chercher une conciliation, la garde de fer du kémalisme bloque les accès.

Pour un observateur hâtif, la scène politique turque a de quoi surprendre. On pourrait imaginer un centre gauche laïc, ouvert aux espérances européennes, affrontant une majorité islamique pour qui les minarets couronnés de croissants sont autant de lances réunies en faisceaux mises au service d'un rêve d'Orient. Ce serait là l'image même du contresens. Que l'on pense ou non que les partis turcs agissent à contre-emploi, les données supposées se trouvent inversées.

La sociale-démocratie, le CHP, (Parti républicain du peuple) s'adosse à l'état-major de l'armée

pour affronter l'Union européenne à l'encontre de l'AKP, le parti islamique au pouvoir soucieux de lui plaire. Chacun par ailleurs, la main sur le cœur, s'affichant "européen".

L'AKP passé au crible

Vice-président du CHP, Onur Oymen, ancien ambassadeur, avec ses costumes bien coupés, pratiquant le français et l'anglais avec aisance, donne les apparences d'un parfait gentleman. Comment ne pas s'entendre avec lui lorsqu'il insiste sur les valeurs euro-

péennes ? « Ce sont les nôtres. » Et de compléter aussitôt : « Ce ne sont pas celles de l'AKP. » Pour s'indigner : « Pourtant nous voyons les leaders européens affirmer que la Turquie n'est pas européenne. C'est unfair... » Il conclut avec le tranchant d'un couperet : « Il n'y a pas d'alternative islamique ! » Revenant au rival AKP : « Les discussions sont closes. La cour constitutionnelle l'a condamné pour manquement aux lois de sécularisation. L'affaire est entendue ! »

D'où l'on pourrait imaginer que le CHP, principal parti d'opposition, tienne à séduire l'Europe.



Tout au contraire ! Précisément, il reproche la danse de séduction entreprise par l'AKP à l'égard de Bruxelles et de Washington. Il la dénonce, la fustige. On n'est pas loin à ses yeux d'une "trahison"...

Les États-Unis ? « Nous sommes leurs alliés mais nous refusons toute domination. C'est grâce à nous que les 62 000 GI'S n'ont pu agir contre l'Irak à partir du sol turc. Nous vou-

► lons en finir avec le terrorisme du PKK dont le cœur est en Irak. Les Américains ne font pas le travail et nous refusent le droit de le faire à leur place. Chaque jour nous perdons des hommes. Des soldats et des civils. 30 000 victimes sont tombées depuis 1984 ! Qu'on nous laisse les mains libres ! »

Revue diplomatique

L'Arménie ? « Nous n'avons pas oublié le terrorisme arménien. En 75 il a provoqué la mort de quarante diplomates turcs dans le monde. Avant que les Kurdes prennent le relais avec l'appui des Chypriotes grecs, il n'y a jamais eu de réactions européennes pour condamner l'Organisation de libération de l'Asie mineure basée à Athènes en 77 et récoltant des fonds pour le PKK. Nous souvenant de cela nous sommes contre la visite effectuée en Arménie par le président de la République. La rencontre est symbolique. Il n'en découlera pas l'évacuation des 20 % de l'Azerbadjian occupés par un million de réfugiés turcs. »

Abdullah Gül ? « Il nous fait avoir des relations diplomatiques avec un pays qui n'en a pas avec nous ! » Chypre ? « Nous n'accepterons jamais que les Chypriotes turcs soient des citoyens de seconde zone. Nous refusons donc le plan Kofi Aman selon lequel 80 000 Chypriotes grecs seraient admis à résider dans le Nord de l'île. Les Chypriotes grecs aussi ont refusé. Mais eux, c'est parce que le nombre ne leur paraissait pas suffisant. Ils voulaient plus encore. Cela, jamais ! » Les droits des minorités chrétiennes en Turquie ? « Pour en parler il faudrait que les minorités turques en Thrace soient reconnues. Durant cinq ans, j'étais député d'Istanbul. Jamais le patriarche Bartholomée ne s'est plaint auprès de moi, mais il agissait les esprits à Athènes et aux États Unis ! »

Trahison ?

Ainsi, sur tous les points où le pouvoir islamique s'efforce de chercher une conciliation, la garde de fer du kémalisme verrouille les accès. Au réquisitoire d'un CHP de moins en moins socialiste, s'il le fut jamais et de plus en plus "national", s'ajoute celui émanant des fragments de l'extrême gauche turque. C'est Rasi Illeri dont le grand-père fut ministre des Affaires étrangères de l'Empire ottoman, qui jette l'anathème sur l'AKP pour avoir "vendu les ports", les fleurons industriels et les terres agricoles aux intérêts étrangers : « La Turquie en est revenue au traité de Sèvres... » Er-tugül Kursku, ancien gauchiste adouci, n'en pense pas moins : « Les monopoles étrangers pourraient ramener le pays à ce qu'il était au déclin de l'Empire ottoman. » Il y a convergence dans le procès à charge instruit contre le pouvoir en place.

Aussi est-on conduit en conclusion à s'interroger : l'Europe sera-t-elle victime de la Turquie ou la Turquie est-elle déjà la proie de l'Europe ?

C.-H. B.

PHILIPPINES

Les derniers à combattre...

Rosa mystica, mission humanitaire de l'Association catholique des Infirmières et Médecins (ACIM), s'est déroulée cette année encore aux Philippines, sous la direction du docteur Jean-Pierre Dickès, qui a bien voulu nous en donner ce récit pittoresque, riche de révélations sur ce lointain pays.

Rosa mystica a pris cette année une ampleur inégalée. Notamment par l'aide des douze Français - auxquels s'était jointe une femme médecin venant de Varsovie - dirigeant la pharmacie et les soins médicaux. La partie spirituelle étant assurée par l'abbé Daniel Couture, supérieur du district d'Asie de la Fraternité Saint-Pie X, aidé d'un prêtre philippin, de deux séminaristes et de quatorze religieuses venant de la communauté des Béthaniennes de Manille.

Reine du Rosaire

La province de Sarangani jouxte celle de General Santos où se trouve la permanence d'Acim-Asia. La capitale en est Alabel, une ville de 70 000 habitants constituée de huttes en fibre de coco et de branches de palmiers. Elle s'étend sur une gigantesque superficie, chaque maison étant séparée par des champs de bananiers ou des jardins. La province compte 700 000 habitants. Un magnifique ensemble intitulé le Capitole comporte, outre les bâtiments administratifs, le palais du gouverneur, un gymnase, un musée ethnologique, un poste de police, de multiples dépendances.

Nous disposons de tout : des grandes salles de réception du palais avec ses très confortables chambres d'hôtes ; du gymnase où nous allons donner nos soins à plus de 3 000 personnes pendant cinq jours. Les troupes de choc sont les infirmières de l'ACIM-Asia, avec les jeunes de la Légion de Marie et cinq policiers venus nous aider. Et les médecins bien sûr. Mais aussi le personnel municipal qui assure en permanence un fond musical style Vivaldi, la Wi-Fi sur le site, micro, poste de soins, nettoyage, balayage.... Les *volunteers* sont de huit nations différentes. Ils soignent et catéchisent. Les prêtres baptisent.

La population est massivement catholique. La plupart des jeunes portent le scapulaire. Il en sera distribué 4 000 ainsi que 2 000 chapelets dans ce pays appelé par Pie XII « la Reine du Rosaire ». Des médailles miraculeuses aussi.

Nous sommes aidés en permanence par la ravissante secrétaire du gouverneur, une musulmane du nom d'Asma qui vient nous chercher en ville où nous logeons chez des amis. Elle a toujours peur que nous arrivions en retard à « la sainte Messe » dit-elle. Avec l'épouse du vice-gouverneur, Michèle, elle corneque le personnel provincial qui nous aide.

Imaginez un grand gymnase. Des tables où travaillent les médecins. C'est assez curieux. Car il y a le noyau dur des médecins de l'ACIM, et, autour, des prati-

ciens nomades qui viennent se mettre au service de la mission. Quelquefois pendant simplement deux heures. Il doit avoir "tourné" une bonne vingtaine de praticiens. Les dentistes seront jusqu'à quatorze à œuvrer en même temps. Un seul traitement : l'avulsion dentaire. 2 650 personnes sont mises en dossier. Tout est sur or-



dinateur, y compris les prescriptions. Il faut donner les médicaments à la foule qui se presse. L'organisation de Yolly Gamutan, notre permanente à Général Santos, est parfaite. Bref, ici, tout est parfait. Sauf que...

Devant la misère

Sauf que nous apprenons incidemment que les repas qui devaient être payés par la Province ne seront pas remboursés. Détail. L'ACIM paye l'ensemble des médicaments ; et une partie des transports des *volunteers*. Sans parler des frais annexes comme la location de voitures absolument indispensables. Qu'importe : cela valait bien la fraternisation avec les cinq policiers qui mangeaient avec nous. Ici nous sommes tous égaux face à la misère. Les échanges avec les infirmières sont passionnants. Des amitiés naissent.

Nous sommes effarés de certains états de santé. Des enfants avec des tumeurs du visage monstrueuses, des becs de lièvre. Nous sommes désarmés. 80 % des gens que nous soignons n'ont jamais vu un médecin de leur vie. D'où leur patience qui les fait attendre durant des heures pour quelques comprimés de paracétamol ou d'anti-inflammatoires. Nous payons quelques hospitalisations, des IRM, des examens biologiques. Mais nous ne pourrons payer *ad vitam aeternam* des traitements pour le diabète qui donne des plaies allant jusqu'à l'os. Les hypertendus, les insuffisants cardiaques, les tuberculeux, les asth-

matiques chroniques. Nous essayerons de les aider s'ils reviennent à la permanence.

Insidieusement un problème apparut : nous avons de plus en plus de patients et de moins en moins de médecins pour s'en occuper. Or il était prévu que les médecins du Service municipal de santé viendraient à notre aide. Ils

sont dix-sept et assurent les vaccinations et les soins d'urgence dans la province. Apparemment leur responsable avait donné l'ordre à ses subordonnés de ne pas se joindre à la mission. Nous avons pensé à un coup de patte des francs-maçons qui, jusqu'à présent, nous avaient aidés dans le cadre de la mission permanente. Les relations s'étaient tendues brutalement. En réalité il n'en était rien.

En 1996 il a été créé un État musulman autonome au centre de l'île de Mindanao. Les mahométans ne représentent que 5 % de la population, mais ils mènent une guerre impitoyable aux chrétiens. Le groupe d'Abou Sayaf, aidé par Al Qaida, sévissait depuis douze ans dans l'île de Jolo et la pointe extrême ouest de Mindanao ; il s'était rendu célèbre en décapitant en direct un touriste américain. Tous ses chefs ont été abattus l'un après l'autre par l'armée. Ce groupe ne serait plus constitué que de deux cents guérilleros traqués dans la jungle.

Opérations militaires

En revanche l'État islamiste subventionné par l'État philippin est corrompu ; il achète des armes pour entretenir la guerre civile à partir du centre de l'île. En 1998 avait été établi un memorandum sur les terres ancestrales tendant à recréer des entités ethniques. Les tribus en général christianisées et ayant gardé leur folklore traditionnel se sont vu attribuer des zones autonomes. Mais les Moros - comme on dit ici - ont une

prétention territoriale sur la moitié de Mindanao (soit le quart de la France) et veulent un État indépendant afin de récupérer toute l'île, bien qu'ils ne représentent que 7 % de la population. Un accord secret dans ce sens était intervenu entre Gloria Arroyo, la présidente, et le MILF (Mouvement islamique de libération des Philippines). Ce dernier a été cassé par la Cour constitutionnelle car allant dans le sens d'un démembrement du pays.

C'était le 4 août, jour de notre arrivée. Immédiatement les rebelles partaient à l'assaut des villes du Cotabato del Norte à 300 kilomètres (de jungle) de notre site de soins. 120 000 personnes durent fuir. L'armée, très puissante, se trouvait face au problème des enfants soldats et des villageois servant de boucliers humains, mais en moins de trois jours, elle reprenait le terrain. Nouvelle offensive sur dix-sept villes : 18 000 personnes déplacées. Mais les plus grandes opérations militaires ont eu lieu au Lanao del Sud. Il y aura 300 000 personnes déplacées dans des conditions indescriptibles : des villages entiers, des églises, ont été brûlés, des chrétiens abattus ou pris en otage. Le tout aggravé par les inondations de la mousson.

La meilleure armée du monde

Les soldats philippins forment sans doute la meilleure armée du monde, motivée par la défense de sa foi chrétienne. Ils disposent de redoutables petits canons. Et à l'occasion la marine américaine qui rode dans les parages n'hésite pas à envoyer des missiles sur les camps des rebelles. Après chaque opération militaire les Moros se rendent par centaines car la vie dans la jungle est extrêmement difficile. Ils sont renvoyés dans leur village avec promesse d'être abattus si on les revoie sur les sites de guerre. Les pertes des rebelles sont dix fois plus importantes que celles des soldats.

Tout cela explique pourquoi nous avons reçu autant de monde. Il est probable que nous ayons eu à soigner des rebelles. D'autant que quelques jours avant notre départ ils avaient mis le feu à la résidence du maire dans la ville de Maasim à 20 kilomètres du lieu où nous étions. Encore que les cinq policiers qui filtraient les entrées avaient un don de double vue pour les repérer.

Quoi qu'il en soit, le gouverneur Don Miguel Dominguez était parti avec ses dix-sept médecins vers la zone des combats pour porter assistance aux réfugiés et aux blessés... Il ne restait dans toute la province que les « *braves médecins étrangers* » (nous a-t-on dit) qui ont eu à charge de soigner toute une province, Sarangani et ses 700 000 habitants. Nous étions les derniers...

DR JEAN-PIERRE DICKÈS
Président de l'Association catholique des Infirmières et médecins

* Vous pouvez aider la mission avec des dons ou des médicaments. ACIM 2 route d'Equihen, 62360 Saint Etienne au Mont.

Les films
d'octobre



» FAUBOURG 36

Le show de la dernière chance ! Dans le Paris de 1936, en période de tension sociale et après les élections ayant porté au pouvoir le Front populaire, trois amis (Gérard Jugnot, Kad Merad et Clovis Cornillac) artistes se révoltent contre leur licenciement après la fermeture de leur cabaret qu'ils vont tenter de sauver du désastre en montant leur propre troupe. Une troupe faite de bric et de broc qui pourrait redonner l'espoir à tous. La belle équipe ! Après *Les Choristes*, les grévistes qui se rebiffent : une fois passé le fait que tous les gentils sont de gauche et les méchants, forcément, de droite, **Christophe Barratier** signe un film très *music-hall* au charme désuet servi par une partition composée des airs de "dans le temps", plus doux à nos oreilles qu'un rap d'aujourd'hui.

» GO FAST

Un "Go Fast", dans le jargon policier, c'est lorsque des voitures rapides chargées de drogue roulent à tombeau ouvert vers les cités de nos banlieues de non-droit où la marchandise y sera dispatchée et revendue par les *dealers* du coin. Pour enrayer ce trafic entre le Maroc et la France via l'Espagne, un flic, **Roschdy Zem**, infiltre le réseau et joue les convoyeurs pour "serrer" la bande de trafiquants. Fusillades, poursuites en voiture : **Olivier Van Hoofstadt** nous offre un film d'action et d'actualité réalisé à 300 à l'heure qui n'a rien à envier aux productions américaines. Une histoire de policiers qui fait passer ceux d'Olivier Marchal pour des momies sorties du formol.

» HARCELÉ

Chute libre ! Dans une résidence des hauteurs de Los Angeles, un policier, **Samuel L. Jackson**, qui a pétié un fusible à la suite d'un drame personnel, ne supporte pas l'arrivée de ses nouveaux voisins auxquels ils va pourrir la vie, et même plus, car il ne supporte pas l'idée qu'une de ses "sœurs de couleur" soit mariée à un blanc-bec. Du coup, le petit couple va s'apercevoir que c'est pas parce que son voisin est flic qu'on est en sécurité. Un bon "petit" thriller - avec dénonciation du racisme, pour une fois, à l'envers - réalisé par **Neil La Bute** et qui vous met les nerfs à cran !

ALAIN WAELKENS

IMAGINAIRE LOCAL

Créatures folkloriques

Monstre du Loch Ness (Écosse), léprechauns (Irlande), satyres (Grèce), tomtes (Suède), yéti (Népal)... Le folklore étranger est peuplé d'histoires mettant en scène des créatures aux noms largement répandus à travers le monde. La France possède elle aussi ses petits démons même s'ils sont moins bien connus. En voici quelques-uns.

Bretagne

Lorsqu'une personne s'enrichit par des moyens quelque peu abscons, on dit qu'elle a trouvé "le chat d'argent". Il s'agit d'un petit chat noir harnaché de deux bourses vides. Le principe est simple : on remplit l'une des bourses avec le nombre de pièces que l'on veut multiplier par deux, somme qu'il nous rapporte au terme d'un voyage mystérieux en terres inconnues. L'animal peut servir successivement neuf maîtres. Toutefois, cet accord tacite comporte une clause dangereuse : il prend l'âme de la neuvième personne qui utilise son pouvoir et de ceux qui meurent pendant son voyage.

Auvergne

Les dracs sont des esprits aquatiques qui attirent les femmes et les enfants dans l'eau en prenant l'apparence de trésors engloutis. À peine se penchaient-ils pour s'en saisir qu'ils étaient entraînés dans le fleuve par d'énormes griffes venues des profondeurs. On raconte même qu'une paysanne, qui séjourna chez les dracs et qui se frotta les yeux avec de la graisse de serpent, obtint le pouvoir de voir ces



étranges créatures d'ordinaire invisibles. Mais alors qu'elle le racontait fièrement à une passante, cette dernière se changea en Drac et, au moyen d'un simple contact, reprit le pouvoir acquis grâce à l'onguent magique.

Vendée-Gironde

La galipote est une créature polymorphe nocturne qui effraie les voyageurs en leur sautant dessus. Maurice Pacher, folkloriste, raconte une histoire à son propos : un paysan allait sur le chemin à la lueur de la lune quand il vit bêlant faiblement une brebis blessée. Il la prit sur son dos dans le dessein de la mettre dans son troupeau, mais voilà qu'après quelques pas l'animal s'alourdit de plus en plus, allant jusqu'à briser les reins de son sauveur. Contraint

à la reposer sur le sol, l'homme s'aperçut qu'il s'agissait d'une galipote. C'est mort de peur qu'il détalait en courant si vite et si longtemps que certains disent qu'à l'heure où l'auteur rapporta cette histoire, il courait encore.

Franche-Comté

La vouivre est un dragon ailé dépourvu de membres antérieurs avec une pierre précieuse rouge incrustée sur le front. Elle ne s'attaquait pas aux hommes mais dévorait leur bétail. Elle commandait aux serpents de terre et d'eau et, comme beaucoup de dragons, était supposée garder un incroyable trésor. On dit qu'un joueur de flûte a réussi à charmer l'animal et à le faire entrer dans un four géant construit par les habitants.

Midi-Pyrénées

Le tchalgorri est une créature issue du folklore basque qui prend la forme d'un jeune taureau rouge. Une histoire raconte que les bergers se réunissaient devant la grotte d'Otzibarre pour donner des fêtes et danser joyeusement au son des tambours. Trois jeunes hommes voulant s'amuser auraient lancé des cailloux vers l'intérieur de la grotte et ainsi réveillé la bête furieuse. Coursés jusqu'à l'épuisement, ils seraient morts en tentant d'échapper à ses terribles cornes.

Poitou-Charente

Les deux filles du seigneur de Pons surprisent le vieil homme pêchant aux abords du château. Il maudissait ses filets désespérément vides quand il attrapa finalement une anguille à l'allure étrange : couleur de l'arc-en-ciel. Apeuré, il voulait lui écraser la tête mais l'aînée des sœurs l'en empêcha en lui offrant un écu en échange de sa prise. L'anguille se révéla être une fée en proie à une malédiction irréversible. Pour remercier la jeune fille de lui avoir sauvé la vie, elle lui demanda de lui accrocher une clochette autour du cou et de la descendre par le puits dans les viviers. C'est ainsi qu'à chaque fois qu'un mal venait menacer la pérennité des seigneurs de Pons, l'anguille faisait sonner sa clochette pour les prévenir.

Les régions de France sont riches d'histoires comme celles-ci. Il ne vous reste plus qu'à vous renseigner sur celles qui peuplent la vôtre...

CAROLE NOZIÈRE

THÉÂTRE

Master Class : bravo Maria !

Une mise en scène discrète et efficace éclaire une période difficile de la vie de la diva Maria Callas.

C'est ce cri, jailli de la foule, ce jour de septembre 1977, au sortir de l'église grecque de Paris et à l'invite de Serge Lifar, son frère en orthodoxie, ce cri des sorties de scène, grondant et frémissant au-dessus d'une foule en pleurs qui résonne encore dans ma mémoire. La voici qui nous quitte, entre une haie de cierges, sous les gerbes de roses rouges, les nuées d'encens, la petite fille studieuse de New York, l'adolescente obstinée du conservatoire d'Athènes, l'italienne d'adoption qui fascina la Scala, la voici qui nous quitte.

Mais ne nous a-t-elle pas déjà quittés depuis une douzaine d'années, détrônée par la superbe Tebaldi ? Dans son timbre unique, passaient hélas les faiblesses, les brisures, les accidents de la voix et de la vie ; après les triomphes, elle en avait eu sa large part. Et puisque New York était sa ville, de sa naissances à ses saisons au Met, elle y retournerait, assagie,

enseigner son art, s'il se pouvait. Encore une gageure, elle aimait ça, mettre la barre très haut, toujours plus haut - la haute école en vérité - les cavaliers m'entendront.

Discussions, querelles et larmes

C'est cette période difficile de la vie de la diva que **Terrence McNally** a choisi d'éclairer dans une mise en scène discrète et efficace de **Didier Long**. Face à face, complices, l'accompagnateur et son piano et le "prof" Maria, à sa table, chignon strict, nez chaussé de lunettes et volonté toujours bandée, Maria, l'enseignante qui initie les débutants angossés aux mystères de l'art lyrique. Passent les élèves ; elle se prend à évoquer son propre chemin : avec M^{me} de Hidalgo, son professeur en Grèce, que de discussions, de querelles, de larmes. Elle sera de même avec ses

élèves, intransigeante : elle veut la perfection technique et la perfection dramatique ; elle interrompt, corrige, invective, vocifère... Elle a adoré le *bel canto* qui exige une voix légère et bien conduite, mais avec Verdi, Puccini, Giardino le mot d'ordre est "exprimer" ; il faut repousser les limites vocales et faire passer les émotions dans la voix. L'opéra devient drame lyrique ; n'a-t-elle pas dû elle-même passer de colorature à soprano lyrique ? Maria se sent chargée d'une mission, aussi est-elle intraitable. Les élèves paieront le prix. À nouveau, des souvenirs l'assaillent. Entre deux arias les querelles familiales ressurgissent, la passion amoureuse, la maternité perdue... que de frissons et de larmes pour nourrir son art !

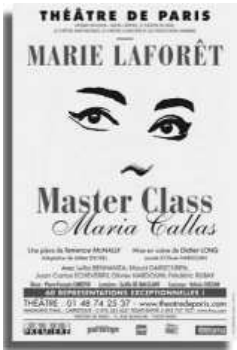
Maria a trouvé en **Marie Laforêt** une interprète sensible et, ma foi, très plausible dans son rôle pédagogique, même si souvent submergée par sa propre

existence ; la voici fragile, tendre et parfois féroce, on pourrait dire, employant un adjectif tombé en désuétude, "rosse" avec ses élèves. Trois sont "exécutés" - cris et larmes - mais nous aurons droit à leurs prestations vocales plus qu'honorables et prometteuses. La salle est emportée d'enthousiasme et ne marche pas ses applaudissements.

Vous rentrerez chez vous écouter *Casta Diva* enregistré en 1961 à la Scala, sous la baguette de Tullio Serafin, et vous savourerez cet instant d'exception les yeux fermés.

MONIQUE BEAUMONT

* Master Class - Maria Callas de Terrence McNally. Théâtre de Paris, 15 rue Blanche, Paris 9^e. Du mardi au samedi à 20 h 30 ; le dimanche à 15 h 30. Location : 01 48 74 25 37/



Son Altesse Sérénissime Hans-Adam II, seizième prince souverain de Liechtenstein, duc de Troppau et de Jägersdorf, est assurément le moins connu des monarques régnant actuellement en Europe. Son État compte avec 160 km² et 34 000 habitants parmi les plus petits États indépendants du continent, après le Vatican, Monaco et Saint-Marin. Son rôle politique, économique et financier n'en est pas moins d'une très grande importance.

Jusqu'au XVIII^e siècle, les Liechtenstein, qui tenaient leur nom d'un château autrichien, possédaient de vastes domaines en Moravie, en Styrie et en Basse Autriche, mais non sur le territoire entre Suisse et Autriche de l'État d'aujourd'hui, lequel était composé des comtés de Schellenberg et de Vaduz, soumis à l'empire des Habsbourg. Or les Liechtenstein, qui, depuis longtemps, servaient les Habsbourg, aspiraient à posséder des territoires dépendant directement de l'empereur (cela s'appelait l'immédiateté) afin de pouvoir siéger à la Diète. Ils parvinrent à acheter les deux petits comtés, à les réunir et à obtenir de l'empereur Charles VI en 1719 que l'ensemble fût érigé en une "principauté du Saint-Empire" portant leur nom : Liechtenstein.

Un État prospère

Le prince Aloïs 1^{er} (1781-1805), était déjà l'homme le plus riche du Saint-Empire, dont le démantèlement par Napoléon, permit à la principauté de s'élever à l'indépendance. Bien que résidant à Vienne (la majeure partie de leurs héritages se trouvent en Autriche), les princes s'intéressèrent très tôt au développement de leur État et le prince Jean II (1858-1929), instaura en 1921 la monarchie constitutionnelle.

Quand vint au monde le prince Hans-Adam, le 14 février 1945, son père François-Joseph II (1906-1989), filleul de l'empereur d'Autriche François-Joseph, régnait depuis 1938 et partageait avec son pays des années douloureuses. L'annexion de l'Autriche par Hitler en 1938 avait eu de quoi effrayer le Liechtenstein ; le prince avait alors décidé de faire taire les querelles partisans pour former un gouvernement d'union nationale. Ainsi réussit-il à préserver la neutralité de son pays pendant toute la guerre. Il avait épousé le 7 mars 1943 la comtesse Georgina de Wilczek (1921-1989), qui s'était aussitôt penchée sur la misère des réfugiés, notamment ceux du camp de Dachau, qui s'accumulaient aux frontières du pays. Elle avait créé à cet effet la Croix Rouge liechtensteinoise.

Le jeune Hans-Adam fréquenta d'abord l'école primaire de Vaduz, car son père avait pris la sage décision de résider désormais dans cette ville de sa principauté et non plus à Vienne. Mais déjà la famille connaissait de nouveaux soucis : l'État communiste tchèque venait de saisir tous ses domaines situés en Bohême et en Moravie (80 % du patrimoine ancestral). Fort heureusement le prince avait pris soin de transférer à Vaduz ses collections artistiques qui comptent parmi les plus importantes

□ LES SOUVERAINS EUROPÉENS - VIII

Le prince Hans-Adam II de Liechtenstein

Ce souverain méconnu règne sur une monarchie quasi absolue. Son État compte parmi les plus petits d'Europe, mais son rôle politique, économique et financier n'en est pas moins d'une très grande importance.



Le château de Vaduz, lieu de résidence de la famille princière

du monde. Tandis que Hans-Adam suivait les cours du Schottengymnasium de Vienne, puis du lycée Alpinum de Zuoz, dans les Grisons, avant de passer sa licence d'économie politique à l'université de Saint-Gall, François-Joseph II s'attelait à restaurer l'économie chancelante du pays, à développer une infrastructure industrielle et à réaliser des conditions fiscales attrayantes pour les entreprises étrangères, si bien qu'en quelques décennies, le Liechtenstein devint un pays très riche avec, pour ses habitants, le niveau de vie le plus élevé d'Europe. Tous s'accordaient, et s'accordent encore, pour reconnaître la gestion avisée du souverain.

Dans le concert des nations

François-Joseph venait de faire reconnaître par référendum le droit de vote des femmes, quand, le 26 août 1984, il remit ses pouvoirs à Hans-Adam, qui devint "lieutenant" de la principauté.

Le prince resté souverain nominal mourut en 1989 après un règne de plus de cinquante ans ayant apporté à son pays la prospérité et un rang dans le monde. Son épouse la princesse Georgina disparut la même année après s'être dévouée sans compter dans l'aide médico-pédagogique et le soutien aux personnes âgées. Pour le jeune prince Hans-Adam l'exemple parental traçait la ligne à suivre. Il avait entendu son père déclarer en 1956 : « *En tant qu'État souverain, le Liechtenstein a le droit et le devoir de contribuer à la prospérité de la communauté des nations. Si l'apport matériel est nécessairement réduit, en revanche il peut et en même temps il doit y contribuer moralement par son attitude et l'expression de sa volonté.* »

Hans-Adam devenait donc chef d'État en 1989 avec à ses côtés celle qu'il avait épousée le

30 juillet 1967, la comtesse Marie-Aglée Kinsky von Wchinitz und Tettau, née le 14 avril 1940, diplômée d'art graphique, toute disposée à aider au développement culturel et artistique de la principauté. Lui-même gérait depuis quelques années la fortune familiale réorganisée en fondation dont le revenu permet au prince de remplir ses obligations.

Monarchie presque absolue

Dès les premières années de son règne Hans-Adam fit entrer le Liechtenstein à l'ONU et au Conseil de l'Europe. Comme l'écrivait dans *L'Action Française 2000* du 20 mars 2003 notre correspondant en Suisse Guy C. Menusier, le prince « *se fait une haute idée de son métier de monarque* » et entend « *échapper à un rôle de pure représentation* ». En effet, cette année-là, pour mettre fin à une stérile agitation politique, il a proposé à son peuple une révision de la constitution dans le sens d'un renforcement de ses pouvoirs. Un référendum, par une large majorité (plus de 64 %), lui a prouvé la forte adhésion populaire à cette réforme. Et qu'importe si une commission du Conseil de l'Europe a élevé la voix ! Le prince avait annoncé sa volonté de partir pour Vienne en cas d'échec : ce pays prospère se serait retrouvé orphelin et sans nom ! « *Sans prince nous ne sommes rien* », disait le président du Landtag (parlement) Klaus Wanger,

Ce Landtag est composé de vingt-cinq députés élus par la population. Cinq ministres assurent le gouvernement. Désormais le prince souverain peut proposer des lois et opposer son veto à tout autre projet de loi, il peut aussi nommer un nouveau gouvernement même si l'ancien conserve la confiance du parlement ; en outre il bénéficie d'une immunité totale sans contrôle du parlement.

Presque une monarchie absolue...

Ce qui n'empêche pas tout à fait les manifestations de l'esprit démocratique... Dans ce pays catholique à plus de 75 % et où la ville de Vaduz a été érigée en 1997 par le pape Jean-Paul II en évêché pour y placer M^{gr} Haas, à qui les progressistes de Coire et de Zurich rendaient la vie impossible, une initiative soutenue en 2005 par le prélat et la famille princière demandant d'inscrire dans la constitution « *le droit à la vie dès la conception et jusqu'à la mort naturelle* » n'a pas abouti. Toutefois en 2007 le parlement a repoussé une proposition de loi tendant à dépénaliser l'avortement.

Face au "IV^e Reich"

Périodiquement le Liechtenstein est dénoncé par certains médias comme un "paradis fiscal". Le prince Hans-Adam ne se laisse pas intimider par les propos malveillants. En 2002 il s'est avéré que l'Allemagne avait payé 5 millions d'euros un informateur pour obtenir des données violant le secret bancaire. Le prince a en septembre dernier montré qu'il tenait tête à sa puissante voisine, en refusant de prêter ses œuvres d'art à un musée de Berlin : « *La Principauté a déjà survécu à trois*

empires allemands et espère survivre au quatrième » a-t-il déclaré précisant qu'il ne souhaitait « *pas soumettre ses œuvres d'art à une application sélective de l'État de droit telle qu'exercée en Allemagne* »...

Reste que l'Europe est bien obligée de compter avec Hans-Adam II, l'un des hommes les plus riches du monde (sa fortune personnelle est estimée à plus de 3 milliards d'euros, à quoi s'ajoutent ses collections d'art et de multiples châteaux) et avec son État où le PIB est l'un des plus hauts d'Europe. Reste que le prince n'a toujours pas récupéré ses châteaux de Lednice et Val-tice situés dans la République tchèque que, de ce fait, le Liechtenstein ne reconnaît pas. La Cour internationale de justice et la Cour européenne des Droits de l'homme ne semblent guère pressées de régler ce problème.

Comme son père avant lui, Hans-Adam, tout en restant prince souverain, a transmis le 15 août 2004 à son fils aîné la gestion des affaires courantes. Le prince héritier Aloïs, né le 11 juin 1968, est ainsi devenu régent de la principauté et se prépare à son futur rôle, s'intéressant notamment à la question de la liberté scolaire et, bien sûr, aux questions financières qui l'ont déjà amené à s'affronter à l'Allemagne... Il a épousé le 3 juillet 1993 à Vaduz la princesse Sophie de Bavière, née en 1967, dont il a quatre enfants. Joseph Wenceslas, né le 31 mai 1995, sera l'héritier.

Signalons encore que l'un des nombreux cousins du prince Hans Adam, le prince Gundakar de Liechtenstein, a épousé en 1989 la sœur de M^{gr} le duc de Vendôme, la princesse Marie de France, dont il a cinq enfants.

Tel est ce petit pays trop peu connu qui, bien que petit, reste, par la personnalité de son prince incarnant pleinement la souveraineté, par la communion de celui-ci avec son peuple, par la garantie assurée de sa continuité historique, par sa volonté de vivre libre, un élément de résistance au Moloch européiste...

MICHEL FROMENTOUX



TARIF DES ABONNEMENTS

(paraît les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois)

- | | | | |
|--|-------|---|-------|
| 1. Premier abonnement France (un an) | 76 € | 5. Abonnement de soutien (un an)..... | 150 € |
| 2. Premier abonnement Étranger (un an) | 85 € | 6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an) | 60 € |
| 3. Abonnement ordinaire (un an) | 125 € | 7. Outre-mer (un an)..... | 135 € |
| 4. Abonnement de six mois | 70 € | 8. Étranger (un an)..... | 150 € |

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Tél. Courriel

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement

Bulletin à retourner à *L'Action Française 2000*

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – C.C.P. Paris 1 248 85 A

Le jeune Louis XIII avait connu une enfance des plus tristes, après la mort tragique de son père, auprès de Marie de Médicis, « *Junon courroucée, mère abusive, assoiffée de considération, de pouvoir et d'honneur* » ; il se révéla, à l'âge de quinze ans et demi, lors de l'élimination de Concini, d'une maîtrise de soi qui frappa les contemporains de ce coup d'État royal.

Ardent militaire

Le souverain malade, timide, bègue, complexé, se révéla pourtant, à l'image de son père, un militaire « *animé d'une ardeur sans défaut* », et, à la bataille du Pont-de-Cé, « *d'une aisance déconcertante, cuirassant ses faiblesses derrière la stature d'un général en chef* ». De même, le 26 mars 1629, le roi, « *l'épée haute au poing, accompagné de quelques grenadiers, escadé les rochers, les tonneaux et les palissades remparées* » au Pas de Suse. Lors de la crise de Corbie, en 1636, le Roi est le seul, à Paris, à refuser de céder à la panique. L'ouvrage de Jean-Christian Petitfils accorde une juste place à l'histoire militaire. Il évoque la reconquête, le 24 mars 1637, des îles de Lérins sur les Espagnols, grâce à des barques à fond plat, susceptibles de transporter chacune quatre cents soldats, remorquées par des brigantins depuis le golfe Juan. « *Cette invention de l'ingénieur Du Plessis Besanson était la première barge de débarquement...* »

Conscient de ses limites, mais pénétré de son sens du devoir et de la grandeur de son rôle, Louis XIII sut s'associer un prélat qui était pourtant un ancien courtisan de Marie de Médicis, et conclure avec lui un véritable

BIOGRAPHIE

Rdécouvrir Louis XIII

Cet ouvrage remarquable, rigoureusement fondé sur les sources et sur les travaux les plus récents – ceux notamment de Roland Mousnier et de ses élèves – n'est pas seulement une biographie de Louis XIII, mais aussi une histoire du royaume dans une Europe secouée par des événements dramatiques, entre 1610 et 1643.



*Portrait de Louis XIII
par Rubens*

pacte politique. Charles Maurras écrivait : « *Ni le vieux Guillaume (1^{er}) ni Victor-Emmanuel, ni Louis XIII n'ont été des princes médiocres, et cependant l'historien politique ou le politique philosophe est tenté de leur préférer le magnifique Louis XIII qui permit au grand cardinal son incomparable dictature fondatrice et réparatrice.* »

Un coup inouï

Cette collaboration de deux hommes en mauvaise santé n'allait pas sans heurts. Le cardinal malade, surchargé de problèmes d'une immense diversité, en lutte à de terribles hostilités, éprouvait la tentation permanente de la démission et de la retraite. C'était le roi qui « *remontait le*

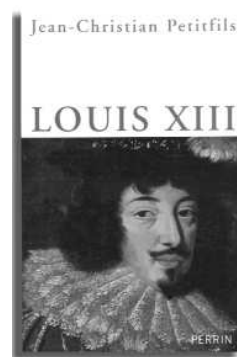
moral de son ministre ». Par ailleurs, le grand cardinal présentait certains petits côtés : son obsession policière, son orgueil ou sa vanité, son goût du luxe et de l'ostentation. Mais, liés par le sens du service de l'État, de l'unité et de la grandeur du royaume (alors que le souvenir des guerres de Religion était tout proche) ils réussirent ce coup inouï de faire payer volontairement les "riches", selon le mot de François Bayard : *« Grâce aux bourgeois et aux nobles de robe, à leur vanité et à leur engouement pour les offices. »* En 1633, les recettes provenant de la vénalité de charges constituaient 52 % de recettes de l'État. Le reste était surtout dû aux emprunts.

Le sens de l'État, et, d'avantage encore sans doute, une pro-

fonde foi catholique unissaient le roi et son ministre. M. Petitfils souligne que c'est à la dévotion du Roi, à son vœu, que l'on doit la fête du 15 août, toujours bien vivante de nos jours. On doit aussi au Roi et au Cardinal la répression de l'agitation protestante dans certaines provinces du Midi. « *On ne mesure pas toujours l'importance de cet édit de grâce d'Alès, qui marque vraiment la fin des guerres de Religion, plus que l'édit de Nantes, trêve de circonstance, exagérément magnifiée par l'historiographie française.* »

Des complots à répétition

Mais l'agitation nobiliaire (de caractère religieux ou non), les mouvements populaires dûs à la conjoncture économique difficile et à l'intrusion unificatrice des commissaires royaux dans des communautés privilégiées, ont profondément marqué ce règne, ainsi que les complots à répétitions, dûs à des gentilshommes, grands lecteurs de Plutarque, nourris de philosophie stoïcienne, d'idéaux chevaleresques et de nostalgies féodales ; certains personnages aventureux rejoignent les dévots dans leurs dénonciations des souffrances dues aux guerres ou aux difficultés nées des mauvaises récoltes. Et ils re-



Jean-Christian Petitfils

lancent l'idée de la tenue d'états généraux périodiques. Jeu des ambitions, jalousies personnelles, ainsi que le modèle de Brutus animent maints complots contre Richelieu, auxquels participa Gaston d'Orléans - heureusement un perpétuel incédés...

La France doit alors faire face à l'impérialisme espagnol, masqué de raisons ou de prétextes religieux. Et la Défenestration de Prague, le 23 mai 1618, marque, pour la plus grande partie de l'Europe, le début d'une période dramatique de plus de trente ans... La France connaît un grand péril, notamment l'année de Corbie (1636) ; au milieu de la tempête défaitiste, seul le Roi sait insuffler aux Parisiens l'élan patriotique qui va contribuer à les sauver.

Le livre de Jean-Christian Petitfils est aussi bien écrit que bien informé. On le lit d'un bout à l'autre avec plaisir.

RENÉ PILLORGET

* *Jean-Christian Petitfils* : Louis XIII.
Éd. Perrin, 2008, 970 p., 28 euros.

** Un recenseur, dans la presse quotidienne, a reproché à M. Petitfils d'avoir « négligé la question de la sexualité du roi ». Je me permets de le renvoyer aux pages 190, 211, 287-290 de ce livre. Le problème y est traité avec beaucoup de tact.*

« **L**e 9 Juin, les Algonquins se livrent à une grande réjouissance : sur une place publique, les femmes et les filles sont alignées sur une file. Les hommes rangés derrière elles chantent d'une seule voix. Aussitôt femmes et filles quittent leurs robes de peaux en les laissant tomber à leurs pieds et apparaissent entièrement nues, "montrant leur nature" d'autant mieux qu'elles s'épilent. Le chant terminé et ponctué d'un vigoureux "Ho, ho, ho", toutes remettent leurs robes ; à la reprise du chant, les robes tombent à nouveau. La danse se fait sur place, marquée par quelques gestes ; on lève un pied puis l'autre en frappant le sol. Pendant les danses, le sagamo des Algonquins est assis devant les femmes et les filles entre deux bâtons où pendent les têtes coupées de leurs ennemis. "Voyez comme nous nous réjouissons de la victoire sur nos ennemis !" Les chants reprenant, c'est au tour des hommes de quitter leurs vêtements. Ces danses et chants achevés, viennent des courses : deux par deux, les hommes les plus habiles de chaque nation s'affrontent, avec une agilité sans pareille. » D'après les souvenirs de Samuel

❏ QUÉBEC : 400 ANS, JE ME SOUVIENS...

Les exploits de Piskaret

Le destin d'un chef algonquin qui fut la terreur des Iroquois en 1640.

de Champlain dans le livre d'Yves Cazeaux, *Le Rêve américain*.

Ennemi redouté des Iroquois, le chef algonquin Piskaret fit parler de lui dans les années 1640. Répondant à des actes hostiles et des massacres commis par les Iroquois, après l'échec d'une intervention armée menée contre eux, il partit accompagné de quatre autres chefs, bien décidés à punir les alliés des Britanniques.

Un beau carnage

Ils se rendirent en canoë vers la rivière Richelieu, attendant un passage éventuel. Soudain surgirent cinq canoës, chacun comptant à son bord dix Iroquois. Piskaret et ses compagnons avaient pris soin de préparer plusieurs mousquets, reliant des balles de plomb avec du fil d'archal. Malgré le surnombre des adversaires, ils firent un beau carnage : ils tirèrent dans les canoës d'écorce, qui prirent vite l'eau, et achevè-



rent les quelques rescapés au casse-tête ; la victoire fut totale. Piskaret devint vite réputé parmi ce peuple de cultivateurs ¹.

Le loup surgit

Une autre aventure illustre bien le personnage. Seul, dans l'hiver finissant, il s'approcha d'un village ennemi, sûrement iroquois. Il avançait en raquettes, prenant soin de les chausser à l'envers, inversant ainsi les traces de ses pas.

Il se cacha et, la première nuit, surgit tel un loup dans une cabane, massacrant ses occupants et repartant se cacher aux alentours. Le lendemain, panique et stupéfaction gagnant le village, on s'élança dans ses traces inversées. La nuit suivante, il surgit dans une autre cabane, cassa les têtes, scalpa et repartit vers une cachette. Nouvelle consternation... Puis nouvelle récidive, par laquelle il terrassa une sentinelle en lui fendant le crâne. Il s'enfuit dans la forêt avec six guerriers à ses trousses.

Une longue chasse à l'homme

La chasse à l'homme fut longue, mais il était fort. Il réussit à les distancer, non sans les avoir plusieurs fois provoqués sur le chemin, se cachant à nouveau le soir. Ses poursuivants étaient harassés ; pendant leur sommeil, Piskaret bondit et, dans une lutte



terrible, il les tua et les scalp (souvenir de La Potherie). Selon les souvenirs de Perrot, il mourut un peu plus tard dans une rencontre avec six autres Iroquois, lors de la reprise des hostilités. Tel fut le destin d'un de nos fidèles alliés, le chef Piskaret, auquel Québec, fondé le 3 juillet 1608, doit son nom algonquin.

FRÉDÉRIC WINKLER

1 - Les Algonquins faisaient pousser des citrouilles et des courges. Ils entretenaient aussi des vignes, afin de réaliser de savants breuvages, comme le racontait encore Champlain visitant le village Chouïacoet : « Ils semaient sur de petites touffes de terre quatre ou cinq graines de leurs blés et autant de fèves du Brésil qui s'enlajaient autour des tiges de blés d'Inde. » (Yves Cazaux)

Le premier malheur de Louis XIII fut d'avoir été éclipsé dans la mémoire collective par son père, et par son fils. Sa seconde infortune d'avoir pâti de la vision faussée mais populaire de son règne et de sa personne que véhicula Alexandre Dumas. Domine dès lors dans le souvenir, l'image d'un homme mélancolique et dur, facilement cruel, quelque peu misanthrope, indifférent aux femmes, et d'abord à la sienne, pusillanime dépourvu de talent qui se laissa, sa vie entière, mener au gré de ses conseillers ou de son principal ministre, lequel, fort heureusement, s'appelait Richelieu. Et si, dans tout cela, rien ou presque n'était vrai ? Voilà ce que se propose de démontrer Jean-Christian Petitfils au fil d'une biographie dont le professeur René Pillorget rend compte page ci-contre.

Solitude perpétuelle

Louis a huit ans et demi lorsque, le 14 mai 1610, le couteau de Ravallac le fait roi, et orphelin d'un père qu'il vénérât. Or, et c'est là le drame primordial de cette existence, hormis ce père trop tôt disparu, personne n'éprouve d'affection envers l'enfant royal. Surtout pas la reine Marie qui le juge laid, insignifiant et qu'agace son incurable bégaiement. De là vient sans doute ce besoin d'avoir des amis, souvent plus âgés, en même temps qu'une féroce rancœur si ces élus ne savent point se montrer à la hauteur des espérances placées en eux. De là aussi la rancune éprouvée envers Anne d'Autriche, trop jeune épouse que l'adolescent se crut capable d'aimer mais qui, par son incapacité à engendrer autant que par ses liens avec l'ennemi espagnol, devint très vite un péril. Car Louis, et Jean-Christian Petitfils le met spécialement en évidence, se meut dans un milieu où tout peut dissimuler un piège.

MARIE-CATHERINE VIGNAL SOULEYREAU
Anne d'Autriche, la jeunesse d'une souveraine

Flammarion - 230 p. - 18 euros
Quelles pouvaient être les relations du ministre et de la reine Anne d'Autriche ? Dumas, là encore, a faussé notre vision, venant d'ailleurs après quelques pamphlétaires qui allèrent jusqu'à évoquer une brûlante passion inavouée du cardinal pour la belle Espagnole. Marie-Catherine Vignal Souleyreau est également l'auteur d'une brève étude, *Anne d'Autriche, la jeunesse d'une souveraine* ; elle rend justice à une princesse incontestablement malheureuse, qui, ne trouvant pas en France ce qu'elle avait espéré, commit l'erreur de rester attachée à son pays natal au détriment de son pays d'adoption. Attitude qui dura jusqu'à ce que la maternité la fit définitivement française et l'une des plus grandes souveraines que le royaume ait eues. **A.B.**

L'HISTOIRE REVISITÉE

Le Roi et le Cardinal

Ni Louis XIII ni Richelieu ne ressemblaient à la légende noire qui s'est tissée autour d'eux ; les historiens le prouvent.

Trahi par sa mère, plus soucieuse de ses intérêts que de ceux de son fils et de la France, trahi par son frère, Gaston d'Orléans, toujours prompt à comploter, par ses demi-frères les bâtards d'Henri IV, par sa femme, par ses amis, Cinq-Mars clôturant vilainement la liste, l'in-

Passant de la personne de Louis XIII à son œuvre, alternant vastes vues d'ensemble et tableaux intimes avec un égal talent, une égale maîtrise de la question, Jean-Christian Petitfils, dont nous devons avec René Pillorget louer cette biographie remarquable, fait

car il ne se voulait pas exhaustif, mais qui, pourtant, malgré ses fausses lacunes, est plus parlant que maints livres en apparence plus complets. Procédant par faits ou traits significatifs afin de suivre la vie et l'œuvre du cardinal-ministre, le professeur Bluche peint un homme exemplaire de son temps et de son milieu.

De grande famille, en dépit des ragots qui coururent sur sa petite extrace, mais possédant, du côté de sa mère, de solides attaches dans la noblesse de robe, qui ne lui furent pas inutiles, Richelieu est âgé de cinq ans lorsque, en 1590, son père, fervent serviteur d'Henri III, meurt ruiné. Les dettes proviennent moins de la prodigalité du défunt que de son dévouement à la cause royale. Toute la stratégie familiale visera à se tirer de ce gouffre financier.

Jeu ardu, pénible et douloureux

Parce que l'un de ses aînés, futur évêque de Luçon, entre chez les chartreux, Armand Jean du Plessis, simple pion dans le jeu des siens, se voit contraint de renoncer à la carrière militaire pour recevoir les ordres sacrés. Sans vocation, certes, mais pas sans foi, le très jeune prélat poitevin, s'il ne faut pas forcer le trait pour tenter d'en faire un saint, se révèle cependant produit exemplaire de la contre-Réforme, position qu'il maintiendra toute sa vie, alors même que les directives du concile de Trente sont plus mal reçues dans la France gallicane qu'ailleurs. La ligne politique de Richelieu n'en sera que plus difficile à tenir puisque, en charge des intérêts du royaume, il lui faut contrer les ambitions des Habsbourg, d'Espagne ou d'Autriche, alors même qu'ils aiment à se poser en champions de la cause catholique, sans pour autant manquer à ces devoirs de chrétien et de prêtre...

Jeu ardu, pénible, douloureux pour un hypersensible, un hyper-nerveux comme l'était Richelieu. De là, comme le voulurent certains de ses ennemis, à en faire un malade mental, ou un monstre de froide duplicité, il y a du chemin. À travers les brefs chapitres, élégants et concis, où l'érudition ne nuit pas au plaisir de lire, se dessine un homme déchiré par les devoirs de sa charge, timide, maladroit à l'occasion, capable de bonté et d'humour, et définitivement très loin des caricatures répandues sur son compte.

Paradoxalement, le Cardinal fut épargné par l'historiographie républicaine, laquelle, oubliant assez volontiers sa prêtrise et son loyalisme monarchique, vit en lui un précurseur du centralisme jacobin. Cliché très exagéré, là encore, tout comme celui, à la mode depuis quelques décennies, qui



Louis XIII et Richelieu, victorieux devant La Rochelle

fortuné Louis XIII vit dans une solitude morale et affective perpétuelle, que seul comblera un temps le chaste amour de M^{lle} de La Fayette, passion interdite que la jeune fille ira ensevelir dans le cloître, laissant son platonique amant plus désemparé que jamais.

Compassion

Solitude que le roi, au demeurant, assume, dans une haute conscience de ne pouvoir s'offrir les sentiments « *des simples particuliers* ». L'homme, vu sous cet angle, inspire autant de compassion que de respect. À cette détresse personnelle s'ajoutent les crises profondes que traversent le royaume et l'Europe, en pleine mutation, travaillés par des changements générateurs de malaises, eux-mêmes facteurs de guerre, de révoltes, de mécontentements en tous genres. Le monde de Louis XIII est un monde de violences impitoyables à tous les niveaux de la société ; il faut une poigne de fer pour empêcher étrangers, huguenots, grands et gueux de tout détruire. Cette poigne, Louis la possède, même s'il lui arrive, en privé, d'en pleurer quand il lui faut refuser une grâce que son cœur inclinait à accorder... Il désire laisser à la postérité le surnom de Juste, les circonstances l'obligent trop souvent à préférer à ce qualificatif celui de Sévère. Le bien de la France l'exige. Et puis, il est malade. Atteint, depuis l'enfance, non pas, comme on l'a longtemps cru, de tuberculose intestinale, mais de la maladie de Crohn, qui le mine, physiquement et moralement, avant de l'emporter à quarante-deux ans. Jamais pour autant le roi ne cesse de gouverner ou de prendre la tête de ses troupes, ne s'accordant aucun répit.

Le fait est que le personnage, pas moins dur envers lui-même qu'envers les autres, force singulièrement l'admiration.

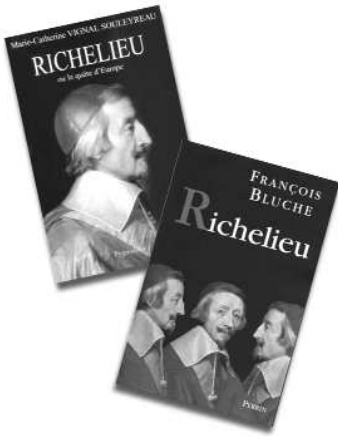
mesurer l'étendue du travail accompli par ce souverain méconnu et ce qu'il légua à son fils. Héritage considérable qui achève de réhabiliter, si nécessaire, la mémoire de Louis le Juste.

Et Richelieu ? Pour les lecteurs de Dumas, le Cardinal figure quelque maléfique dirigeant caché, manœuvrant à sa guise un roi faible, plus passionné de chasse et de camaraderies masculines que de politique. Il va de soi que la chose est impossible. Depuis son adolescence, Louis XIII, durement humilié par sa mère et le couple Concini, qu'il hait, a tout fait pour être vraiment le maître ; ce n'est certes pas dans l'intention d'abdiquer ce pouvoir, reconquis dans le sang, au profit de quiconque. Et encore moins d'Armand Jean du Plessis, évêque de Luçon, homme de confiance de Marie de Médicis...

Derrière l'homme rouge

De prime abord, Richelieu a tout ce qu'il faut pour déplaire au roi, à commencer par sa condition de protégé de la Reine-Mère, dont les choix gouvernementaux ont souvent été fâcheux. Il faut donc autant de talent au Cardinal pour faire oublier à Louis ses débuts qu'au Roi de sens de l'État pour pardonner au prélat en considération de ses immenses capacités et lui accorder sa confiance. Quant à le laisser faire à sa guise, c'est inenvisageable. Dans tous les cas, derrière "l'homme rouge", c'est Louis, toujours, qui décide, et qui tranche, souvent plus implacable et plus résolu que son ministre, parfois en proie à des scrupules ecclésiastiques.

Étonnante figure, là encore, que celle de M^{sr} du Plessis, haï autant qu'admiré, et pourtant tellement plus attachant qu'on l'imaginerait. François Bluche lui consacra, en 2003, un ouvrage qu'il se refusait à qualifier de biographie,



voit en lui un initiateur de l'idée européenne. Marie-Catherine Vignal Souleyreau vient de consacrer au Cardinal une nouvelle biographie, *Richelieu ou la quête d'Europe*, largement inspirée d'archives encore inexploitées permettant d'avoir, des événements et de celui qui les guida, une vision plus juste et mieux documentée. À travers ces papiers, le ministre apparaît incontestablement au cœur de la vie politique de l'Europe de son temps, mais il est évident que sa conception de l'idéal européen est aux antipodes de la machine européenne bruxelloise. On le sait, avant même l'abaissement des Protestants et des Grands, Richelieu considérait comme vital pour la France l'abaissement de la Maison de Habsbourg. Or, l'idéologie impériale visait, précisément, à unifier les diverses nations du continent sous une loi commune, celle de l'Autriche et de l'Espagne, sous couvert de défendre la Chrétienté. Quoique prêtre, et très soucieux de l'Église, Richelieu ne donna jamais dans le panneau.

Richelieu et l'Europe

La France royale n'étant nullement impérialiste, ne visait à aucune suprématie particulière, sinon d'ordre intellectuel et moral, en quoi le Cardinal travailla beaucoup à son prestige international. Le projet européen de Richelieu était d'une autre sorte. Il s'agissait de construire une Europe formée de nations indépendantes, fortes, souveraines, pleinement conscientes de leur identité et de leurs particularismes, mais aussi de ce qui les unissait, à savoir leurs racines chrétiennes et leur civilisation commune. Grande vision, digne de sa conception de la chrétienté, de la France, de la monarchie, du pouvoir, finalement complémentaire du rêve entretenu, en parallèle, par le fameux père Joseph du Tremblay, qui croyait à la résurgence de l'esprit de croisade, et à la conversion de l'Empire ottoman. Rêves qui se heurtèrent à la réalité. Cependant, c'est aussi à travers ses échecs, parfois cuisants, et que sa biographe n'essaie point d'adoucir, que Richelieu donne la pleine mesure de son caractère, et ne cesse d'étonner.

ANNE BERNET

* *Jean-Christian Petitfils* : Louis XIII. Perrin, 970 p., 28 euros.
* *François Bluche* : Richelieu. Perrin, 470 p., 23 euros.
* *Marie-Catherine Vignal Souleyreau* : Richelieu ou la quête d'Europe. Pygmalion, 380 p., 23,90 euros.

Le mot "communautarisme", apparu dans le vocabulaire politique français dans les années 1980, désigne le plus souvent des comportements de groupes soucieux de mettre en avant leurs intérêts, leurs idées, leur appartenance religieuse, leurs "tendances" ou leurs goûts, sans le moindre souci du bien commun national. Ils pullulent aujourd'hui comme une réponse exacerbée à l'uniformisation imposée depuis la Révolution de 1789 qui supprima ou anémia les communautés naturelles et ne voulut plus reconnaître que l'individu seul devant l'État tout puissant. Mais la "religion" même de cet État, la philosophie des Droits de l'Homme, érigeant en droits tous les désirs de l'homme, multiplie les chances de n'importe quel lobby de voir reconnaître par la loi ses propositions les plus révolutionnaires...

Une cacophonie identitaire

Il semble bien que dans cette cacophonie d'affirmations identitaires en tout genre, la religion catholique soit la moins entendue ; elle est même celle que l'on se permet le plus d'agresser ou de ridiculiser. Sans doute parce que jusqu'à présent nul n'avait imaginé qu'elle pût s'ériger en "communautarisme"... D'où la question de Rémi Fontaine : le communautarisme est-il un péché ?

Notre confrère de *Présent* part d'une sage distinction entre d'une part les communautés légitimes qu'il appelle « d'ouverture », qui sont *naturelles, de droit inné ou*

❑ RÉMI FONTAINE

Un bon communautarisme ?

Un débat qui dépasse de beaucoup celui du choix du mot... Rémi Fontaine prône un laïc chrétien, organisé et conquérant, osant entrer en "dissidence".



Life Parade 2006 : les cathos dans la rue

acquis, et qui répondent diversement au bien commun national » (familles, paroisses, communes, provinces, corps de métier, catholiques ou protestants, Portugais en France, clubs de tel ou tel sport...), d'autre part les communautés illégitimes qu'il appelle « d'enfermement », « *toujours artificielles ou contre-nature, parce que fondées sur un désordre politique, moral ou religieux qui nuit au bien commun* » (les mafias, le lobby gay, le lobby islamiste, telle ou telle secte prosélyte...). Ces communautés, les bonnes comme les mauvaises, sont portées, pour se faire reconnaître en dépit du "politiquement correct", à devenir plus ou moins des communau-

tarismes. Pour Rémi Fontaine, parmi tous ces communautarismes, plus que d'autres celui des catholiques serait « *sain et légitime* », pour reprendre les adjectifs qu'ajoutait le pape Pie XII à une autre mot controversé mais qui peut être pris dans un sens acceptable, celui de laïcité.

L'internationale catholique

Notre confrère ouvre ici un débat qui dépasse de beaucoup la question des mots. D'autant que sa définition de ce que serait ce "communautarisme" montre, nous semble-t-il, tout ce qui fait qu'il n'en est pas un : « *En*

tant qu'universelle et que société de personnes, l'Église catholique assume toutes les communautés et tous les communautarismes légitimes (par inculturation) à commencer (ou à finir) par celui de la nation, société naturelle de familles. Par sa réunion du naturel et du surnaturel, du temporel et du spirituel, de la singularité et de l'universalité, elle seule sans doute dépasse vraiment le communautarisme. » Et de rappeler avec Maurras que « *l'Église est la seule internationale qui tienne* ».

Réaction de défense

Pour Rémi Fontaine, les catholiques se constituant en communautarisme ne seraient en rien un danger pour le bien commun ; au contraire ils trouveraient ainsi une armature pour tenter, avec plus de succès que dispersés, d'imposer à l'État le respect des grands principes de la civilisation chrétienne : la protection de l'enfant à naître, le droit de la famille et du mariage, la liberté pour l'enseignement d'être catholique, le devoir de remettre l'Argent à sa place de serviteur, etc. Un laïc chrétien organisé et conquérant, osant entrer en "dissidence", sûr que son bon droit

lui vient de l'histoire de la France chrétienne, saurait sans doute pousser nos évêques à parler plus haut et fort...

Faut-il aller jusqu'à reprendre ce mot souvent mal compris de communautarisme ? Un tel débat aurait été impensable sous la monarchie capétienne où l'Église était une institution incarnant le pouvoir spirituel, distinct mais non séparé du pouvoir temporel. Les catholiques se trouvent aujourd'hui dans la situation d'avoir à se défendre en tant que catholiques pour pouvoir servir le bien commun. La question du choix du mot se pose comme à Maurras qui déplorait qu'il ait fallu créer un état d'esprit nationaliste au début du XX^e siècle. Ce fut, et c'est toujours, un nationalisme de défense qui n'érige nullement la nation en absolu. Est-il temps de songer, dans le même esprit, à un communautarisme catholique de défense ? Si le mot ne nous plaît guère, la question méritait d'être posée avec la fermeté et la délicatesse qui caractérise la plume de Rémi Fontaine.

MICHEL FROMENTOUX

* Rémi Fontaine : Le communautarisme est-il un péché ? Éd. Via Romana, 71 pages, 12 euros.

Dans la *Divine Comédie*, Dante, guidé par Virgile, arrive à la porte de l'Enfer et entend déjà des gémissements et des cris, mais qui n'en sortent pas.

... Quelle est cette foule qui semble tellement vaincue par la douleur ?

Et lui à moi : « *Ce mode misérable / est tenu par les tristes âmes de ceux / qui vécurent sans infamie et sans noblesse. / Elles sont là, mêlées à ce mauvais chœur / des anges qui ne furent ni rebelles / à Dieu, ni fidèles, et ne suivirent qu'eux-mêmes. / Le Ciel les a chassés pour n'être pas moins beau, / Et le profond Enfer ne les veut pas recevoir, / car les damnés en recevraient, par comparaison, quelque gloire.* »

Et moi : « *Maître, qu'est-ce donc qui pèse tant / sur eux pour les faire se lamenter aussi fort ?* »

Il répondit : « *Je vais te le dire brièvement : / Ceux-ci n'ont plus espoir de mort, / et leur aveugle vie est si abjecte / qu'ils sont envieux de tout autre destin. / Le monde ne laisse subsister d'eux aucune renommée : / Miséricorde et Justice les dédaignent. / Ne parlons point d'eux : mais regarde et passe.* »

DANTE

La Divine Comédie, L'Enfer, III, 33-51.

Traduction L. Espinasse-Mongenet

Ce texte poétique semble avoir une signification morale. En quoi peut-il intéresser notre propos qui

❑ LES GRANDS TEXTES POLITIQUES

Peur de vivre et indifférence politique

Dans un monde tel que le nôtre, on ne saurait se dérober au devoir de l'engagement.

est politique ? L'œuvre de Dante occupe une place considérable dans la vie d'esprit de Charles Maurras. « *Ozanam m'avait fait goûter dans le Purgatoire de Dante la qualité d'un charme...* » (*La Musique intérieure*, Préface, *L'Erreur de jeunesse*) Il l'a lu et relu, le cite souvent, lui consacre des articles dans *La Gazette de France* en 1894-1895, dans *L'Action Française* en 1913 et en 1921. Il parle de lui dans *La Démocratie religieuse* et lui consacre, en 1920, un petit livre, *Le Conseil de Dante*, qui reprend la préface qu'il avait donnée en 1912 à la traduction commentée de *L'Enfer* par Madame Espinasse-Mongenet.

Mépris insultant

Essayons d'éclairer notre extrait de *La Divine Comédie*. Henry Bordeaux, dans la longue préface de la réédition d'un de ses premiers romans, *La Peur de vivre*¹, citait ce passage de Dante².

Il y revint dans son admirable petit livre consacré à la mort de Maurice Barrès³ : « *Dante laissait à la porte de l'enfer tous ceux qui vécurent sans blâme et*



Dante en Enfer

Chant I par Gustave Doré - 1861

sans louange, êtres neutres, inertes et misérables qui eurent peur de vivre, et il les punissait d'un mépris plus insultant que la damnation. Dante avait à l'esprit, en composant ses vers, la parole de l'Écclésiastique (XLIV, 9) : "Il en est aussi dont il n'y a plus de souvenir, et qui ont péri comme s'ils n'avaient pas existé ; et ils ont été comme s'ils n'avaient pas été." »

Henry Bordeaux énumère différentes causes de cette peur de vivre : le choix d'une carrière tranquille et sans responsabilité,

le choix délibéré d'un célibat égoïste, le refus d'avoir des enfants si on est marié, la recherche de la protection de l'État-providence. Il faut y ajouter la peur de l'engagement au service de la cité menacée.

Passions de feu

Dans un monde tel que celui où nous vivons, un amour de la patrie qui n'est pas une tiédeur proche de l'indifférence implique l'engagement politique, l'engagement militant. On ne peut se dérober au devoir de porter secours à son pays malade. Henry Bordeaux ajoute : « *Le seul fait de vivre en société, de profiter d'un ordre social, crée des devoirs sociaux. Nul n'a le droit d'arranger sa vie à part, car nul ne peut se passer des autres.* »

La peur de vivre explique donc la peur de l'engagement politique, comme elle explique le refus des risques et le refus de l'enfant. Privé de toute notion de transcendence, privé même d'idéal immanent, l'homme moderne a peur et se réfugie dans son égoïsme. Ce vice, qui a existé de

tout temps, car il se trouve dans la nature humaine, s'est développé sous la III^e République et le roman de Bordeaux voulait répondre à des suicides de lycéens que l'enseignement officiel avait rendus nihilistes. Le régime a continué depuis lors à avancer dans le mauvais chemin. L'absence de sens de l'existence explique la tiédeur libérale, le ralliement résigné aux modes de vivre, de sentir et de penser qu'impose la passion des ennemis de l'ordre naturel.

Il faut être passionné. Pascal parlait de « *passions de feu* ». Il faut savoir les orienter, les discipliner « *car il n'est de véritable énergie, de véritable force que développées dans l'ordre* ».

GÉRARD BAUDIN

1 - Le roman date de 1902, la réédition de 1905.

2 - Nous avons remplacé la traduction d'Henry Bordeaux par celle de Madame Espinasse-Mongenet, qui est plus fidèle et que Charles Maurras préférait à toute autre.

3 - Le Retour de Barrès à sa terre et à ses morts, Paris, Plon, 1923.



COLLAGES DES CAMELOTS - WWW.CAMELOTSDUROI.COM

INSTITUT D'ACTION FRANÇAISE

Directeur Michel Fromentoux
10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 Paris
Tél : 01 40 39 92 14 - fromentouxmi@wanadoo.fr ou iaf@actionfrancaise.net

MERCREDI 8 OCTOBRE 2008

Séance inaugurale du cycle 2008-2009

Proche et Moyen-Orient Vers la confrontation ?

par Houchang Nahavandi
ancien ministre de S.M. le chah d'Iran
ancien recteur de l'université de Téhéran

À 20 h 30 précises

Brasserie Le François-Coppée, premier étage,
1 boulevard du Montparnasse, Paris 6e (métro Duroc)

Participation aux frais : 8 euros - Étudiants et chômeurs : 3 euros



RECHERCHE VENDEURS VOLONTAIRES - CAMELOTS

Recherche tous documents concernant les Camelots du Roi
(souvenirs, insignes, récits)

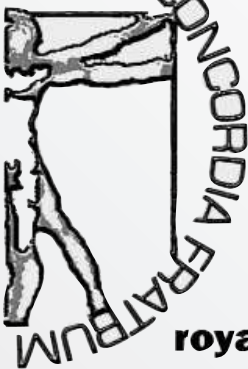
Venez rejoindre nos équipes de
vendeurs au service du Roi !

Prière d'entrer en contact avec :
Frédéric Wincler :
fredericwincler@yahoo.fr

camelotsduroi.canalblog.com



VINCIT L'ACTION SOCIALE CORPORATIVE



Découvrez, ou redécouvrez
les bases du corporatisme
moderne, ainsi que
ses grands penseurs qui
vous ouvriront la voie sur
des solutions nouvelles,
aux maux actuels
de notre monde du travail :

royalismesocial.com

Rendez-vous en province

THIBERVILLE - Dimanche 5 octobre

Rendez-vous de l'association Amitiés françaises et normandes.

À 12 heures, déjeuner à la salle Paul Labbé de Thiberville (Eure).

Renseignements : 06 27 12 79 86.



■ Naissances

□ Nous apprenons avec joie la naissance le 28 mai et le baptême le 14 juin d'Hermine et Enguerrand au foyer de nos amis François MONNEROT et M^{me}, née Bénigne Roudillon. Toutes nos félicitations aux heureux parents et nos vœux de longue et sainte vie à ces deux enfants.

□ Nous apprenons avec joie la naissance le 31 juillet de Delphine, au foyer de nos amis Christelle et Christian PÉPIN. Toutes nos félicitations aux heureux parents, et nos vœux ardents de longue et sainte vie à Delphine.

■ Mariage

□ Nous apprenons avec joie le mariage de M^{lle} Servanne ROUDILLON, fille de nos amis M. et M^{me} Jean-Marie Roudillon, avec M. Christophe BLAY. La messe de mariage sera célébrée le samedi 8 novembre à 16 heures en l'église de Saint-Nicolas des Bœufs (Allier). Le consentement des époux sera reçu par M. l'abbé Hugues de Fayet de Montjoye, de la Fraternité sacerdotale Saint Pierre. Nous présentons nos très vives félicitations aux parents et grands-

parents, avec tous nos vœux de grand bonheur aux jeunes époux.

■ Messes

□ Une messe sera célébrée pour le repos de l'âme de notre ami Jacques REYT, décédé le 14 septembre dernier (voir L'AF 2000 du 18 septembre), le vendredi 17 octobre à 15 heures en l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet., Paris 5^e.

□ La messe pour le repos de l'âme de S.M. la reine Marie-Antoinette aura lieu le dimanche 19 octobre, place de la Concorde à Paris à 15 h 15. Elle sera célébrée par l'abbé Néri.

□ Une messe pour le repos de l'âme de la reine Marie-Antoinette, guillotinée le 16 octobre 1793, sera également célébrée le dimanche 19 octobre en la chapelle de la Visitation place Sainte-Claire à Nice. Renseignements : Jean-Pierre Thouvenin ; 04 93 81 22 27 ou 06 34 47 67 03.

□ Une grand-messe solennelle sera célébrée pour le repos de l'âme de S.M. l'empereur BAO DAÏ, grand ami de la France, par le recteur Bruno Cabanes-Bacou, le dimanche 26 octobre à

11 heures, en la cathédrale Saint-Louis des Invalides, Paris 7^e.

■ Conférences

□ Michel FROMENTOUX, directeur de l'Institut d'Action française, prononcera une conférence sur *Le colonel de La Tour du Pin et la doctrine sociale de l'Église*, en hommage à son biographe notre ami Antoine Murat (1908-2008), le lundi 13 octobre à 19 heures à l'Institut universitaire Saint-Pie X, 21, rue du Cherche-Midi, Paris 6^e.

□ CATHOLIQUES POUR LES LIBERTÉS ÉCONOMIQUES, 5 rue Dufresnoy, 75116 Paris - CONFÉRENCE-DÉBAT, par M. Guillaume de THIEULLOY, sur *L'Église et les médias*, le lundi 20 octobre à 18 h 30, salle de l'ASIEM, rue Albert de Lapparent, Paris 7^e. Participation aux frais : 10 euros.

■ Rendez-vous

□ Venez revivre les derniers moments de la monarchie à Versailles le samedi 18 octobre. Inscription avant le 8 octobre auprès de M^{lle} M. Th Geiger, BP 80005, 14008 Caen Cedex 1. Participation pour la journée : 22 euros.

Chèques à l'ordre de La Chouannerie normande. Renseignements : 02 31 95 15 38

■ Manifestations

□ Protestation contre les violences faites aux catholiques vietnamiens par le gouvernement communiste. Rassemblement le samedi 4 octobre 2008 devant l'ambassade du Vietnam, angle rue Boileau et boulevard Exelmans. Renseignements : 01 40 51 74 07 ou www.bernard-antony.fr

□ La 18^e Marche pour la Vie contre la culture de mort (marche aux flambeaux) organisée par Renaissance Catholique aura lieu le samedi 11 octobre. Le rendez-vous est donné à 17 h 30 devant la basilique Notre-Dame des Victoires (Paris 2^e, métro Bourse). Marche vers la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre où aura lieu le Salut du Saint-Sacrement.

■ Petite annonce

□ Sympathisant AF recherche gardiennage propriété ou château région Aquitaine ou grand Sud-Ouest. Téléphoner au 05 56 37 01 88.

Lorsque le danger est là, Nicolas Sarkozy n'est pas loin et on peut compter sur lui pour faire le "boulot". Mais souvent, ce qui est en danger, ce n'est pas la patrie ; c'est l'image et la stratégie de communication du président. Ce scénario s'est une nouvelle fois vérifié, la semaine dernière, à propos de la crise financière. En effet, le chef de l'État a pris la parole, le jeudi 25 septembre, peu avant les 20 heures, pour évoquer l'impact désastreux des faillites bancaires sur l'économie réelle et la vie quotidienne des Français. Son silence commençait à donner une impression de passivité voire d'impuissance. La voix grave et posée, il a donc signifié à ceux qui doutaient qu'il tenait ferme la barre du navire dans la tempête économique.

Résignation

Cependant, au-delà du diagnostic, plutôt sincère, de la situation, Nicolas Sarkozy s'est bien gardé d'esquisser la moindre solution. Et, malheureusement, son gouvernement semble encore plus résigné que lui à l'inaction lorsque l'on prend connaissance des grands équilibres du projet de loi de finances pour 2009, présenté vendredi devant le Conseil des ministres, et du projet de loi de financement de la Sécurité sociale, soumis lundi 29 septembre à la commission des comptes de la Sécurité sociale. Ainsi, le constat se pose durement : Nicolas Sarkozy sait que la France va au devant des plus grandes difficultés mais refuse de mettre en

BUDGET DE L'ÉTAT

Impasse sur la crise économique

En dépit des déclarations théâtrales du chef de l'État, la loi de finances 2009 est un véritable déni de réalité qui ignore totalement un contexte macroéconomique préoccupant.



Les politiciens ont asséché les finances publiques et privé la France des marges de manœuvre qui lui seraient aujourd'hui indispensables.

œuvre la politique économique pour les éviter. Pire, les projets en gestation laissent clairement entrevoir une orientation budgétaire dont les effets seront très certainement récessifs, à rebours de ce qu'il convient de faire. D'ores et déjà, plusieurs questions peuvent être posées.

Le budget de 2009 a-t-il pris la mesure de la crise ? La teneur des débats récents suggère la réponse. Alors que les périls menacent, les ministres français poléminent, dans le cadre des ul-

times arbitrages budgétaires, sur l'opportunité d'une "taxe pique-nique" ou d'un système de "bonus-malus" sur les réfrigérateurs. Bref, comme à son habitude, la loi de finances apparaît comme hors des réalités, conçue dans la torpeur du mois d'août et laissée inchangée depuis.

Les hypothèses économiques sont-elles crédibles ? Pendant longtemps, le gouvernement a refusé de regarder la crise en face et de réviser à la baisse ses prévisions de croissance. On se sou-

vient du communiqué de victoire de l'Élysée, publié le 15 mai, se réjouissant des bonnes orientations de la conjoncture, alors qu'en réalité la France entrait en récession. Pourtant, avec beaucoup de retard, les hypothèses économiques ont donc été revues en septembre : + 1 % pour la croissance (du produit intérieur brut, en volume) pour 2008 seulement ; et + 1 % également en 2009. Pour l'inflation, les hypothèses sont par ailleurs de + 3,1 % en 2008 et de 2 % en 2009. Pour l'instant, ces hypothèses paraissent sincères, mais que se passera-t-il si la France s'enfonce véritablement dans la récession ? Aucun plan B n'est évoqué.

Un pays désarmé

Les engagements européens de la France constituent-ils un handicap ? À l'évidence oui. Le budget 2009 est conçu pour respecter les critères du Pacte de stabilité qui prévoient notamment des déficits publics inférieurs à 3 % du produit intérieur brut. Cette clause prive notre pays de l'arme budgétaire pour combattre la crise. En effet, selon les leçons de Keynes, il convient, en cas de récession, de mener une politique budgétaire expansionniste pour

relancer la machine économique. Réduire les dépenses ne peut que conforter le cycle économique actuel dans son travers dépressif.

Le poids de la dette

La France peut-elle, à l'instar des États-Unis, s'offrir un plan de sauvetage de ses banques ? Non, et c'est là le drame de la situation française. Le plan de cantonnement des actifs douteux des banques américaines, élaboré par le secrétaire d'État au Trésor, représente un montant de 700 milliards de dollars. À titre de comparaison, cette somme est à peu près équivalente à l'ensemble de la dette publique française accumulée depuis vingt ans. Si, dans le point précédent, nous avons affirmé que les déficits publics sont salutaires en cas de crise économique, il est indéniable que nos dirigeants politiques, de gauche comme de droite, n'ont pas compris qu'ils sont néfastes la plupart du temps. Ainsi, de clientélisme coûteux en gestion désastreuse, ils ont asséché les finances publiques et privé la France des marges de manœuvre qui lui seraient aujourd'hui indispensables. Nous en payons désormais le prix.

PATRICE MALLET

Cette année-là, la dixième de son règne, Louis XV, quinze ans, épousait Marie-Sophie Leszczynska, de sept ans et demi son aînée. Le choix de la deuxième fille de Stanislas Leszczynski, roi détrôné de Pologne, vivant modestement dans le vieux château de Wissembourg (Alsace) grâce à des subsides français, étonnait la cour de Versailles et même le bon peuple de France.

En fait le jeune Louis XV avait été fiancé en 1721 à onze ans à sa cousine germaine Marie-Anne-Victoire d'Espagne qui avait trois ans. Celle-ci était la fille de Philippe V (le premier Bourbon d'Espagne) et de sa seconde épouse l'impétueuse Élisabeth Farnèse de Parme. Venue en France pour apprendre son métier de reine, la petite infante avait conquis la cour par son charme ingénu. Sauf, semble-t-il, son promis : lorsqu'il la rencontrait, il partait pour la chasse tandis qu'elle lui montrait ses poupées...

Or, la santé du jeune roi était loin d'être florissante et beaucoup s'inquiétaient à l'idée que ce mariage, vu l'âge de Marie-Anne-Victoire, ne pourrait pas être célébré de sitôt, donc que la descendance n'était pas assurée avant longtemps... Le plus inquiet était le Premier ministre et prince du sang, le duc de Bourbon, qui redoutait de voir monter sur le trône

CETTE ANNÉE-LÀ : 1725

Une reine trop discrète

Le 5 septembre, Louis XV épouse Marie Sophie Leszczynska, princesse de Pologne.

le fils du défunt Régent, nouveau duc d'Orléans. Le duc de Bourbon, influencé par sa maîtresse, M^{me} de Prie, décida en 1725 de rompre le projet de mariage espagnol et la petite infante, alors âgée de sept ans et regrettée de tous, fut renvoyée à Madrid avec excuses et force cadeaux qui ne suffirent pas à calmer la colère de Philippe V... (Marie-Anne-Victoire devait épouser en 1729 Joseph 1^{er}, roi du Portugal.)

Une élue inattendue

Restait à trouver une nouvelle future reine de France... M^{me} de Prie s'arrogea le droit, au nom du duc de Bourbon, de choisir en écartant toute princesse liée aux Orléans... L'"élue" fut celle qui s'y attendait le moins : Marie Leszczynska (qui avait naguère été pressentie pour être la seconde épouse... du duc de Bourbon !). Cette solide Polonaise, sans royaume et sans dot, déjà "vieille" (vingt-deux ans !) et sans grande réputation de beauté, pouvait-

elle satisfaire le séduisant garçon de quinze ans qu'était Louis XV, porteur de la plus prestigieuse couronne d'Europe ?

Dès le 15 août, le jeune duc d'Orléans, au nom du roi, épousa Marie par procuration dans la cathédrale de Strasbourg. Deux jours plus tard, elle partit en cortège en distribuant largement des aumônes sur la route, vers Moret où l'attendait Louis XV. La rencontre eut lieu le 4 septembre : Marie, simple et naturelle, émue et souriante, fut tout de suite fascinée par ce jeune éphèbe, lequel, jusqu'alors un peu distant avec les femmes, se montra aussitôt enjoué. Comme l'explique Michel Antoine dans son *Louis XV* (Fayard), le jeune roi, orphelin de père à deux ans et de mère à quatre ans, découvrait en Marie, qui elle aussi avait souffert, certes une épouse, mais aussi un soutien maternel.

Le mariage fut célébré le lendemain par le Grand Aumônier de France dans les plus grands fastes à Fontainebleau, suivi d'éblouissantes festivités. Tous les histo-

riens disent que l'union fut consommée la nuit suivante, tant le roi, au sortir d'une jeunesse très sage, était pressé de montrer qu'il était un homme.

Dix enfants

Dix enfants devaient naître dont le dauphin Louis (1729-1765, père de Louis XVI) qui allait épouser l'infante Marie-Thérèse d'Espagne, sœur de l'ancienne fiancée de Louis XV, tandis que sa sœur Louise-Élisabeth de France, épouserait Don Philippe, duc de Parme, frère de la même ancienne fiancée du roi. Le mauvais effet de la rupture de 1725 serait ainsi effacé.

On sait que Louis XV ne fut pas un modèle de fidélité conjugale... Marie supporta son sort avec grande dignité, élevant très chrétiennement ses enfants, - ne marquant nulle animosité à l'égard de M^{me} de Pompadour, - tenant un salon fréquenté par de grands artistes - attirant à la cour par exemple le prodige du temps, le



jeune Mozart -, gardant de bonnes relations avec son père qu'elle chérissait et qui, ne parvenant pas à redevenir roi de Pologne, avait reçu les duchés de Lorraine et de Bar en viager et embellissait Nancy et Lunéville. Cette reine trop discrète mériterait une meilleure place dans la mémoire des historiens.

De son côté Louis XV ne cessa jamais de voir en Marie son épouse devant Dieu. Les turbulences du cœur qui finirent par le laisser bien désenchanté, ne lui faisaient pas oublier que, même "arrangé", ce mariage était chose sacrée. Quand Marie mourut le 24 juin 1768, la mort du dauphin Louis venait de les rapprocher dans la douleur...

MICHEL FROMENTOUX